

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	18.04.2024
Thema	Keine Einschränkung
Schlagworte	Keine Einschränkung
Akteure	Graubünden
Prozesstypen	Wahlen
Datum	01.01.1965 - 01.01.2023

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Beer, Urs
Bernath, Magdalena
Brändli, Daniel
Buchwalder, Mathias
Bühlmann, Marc
Clivaz, Romain
Da Pozzo, François
Denz, Andrea
Frey, Jürg
Gerber, Jean-Frédéric
Gilg, Peter
Heer, Elia
Hohl, Sabine
Holenstein, Katrin
Longchamp, Claude
Müller, Eva
Porcellana, Diane
Rinderknecht, Matthias
Schoenholtz, Stephan

Bevorzugte Zitierweise

Beer, Urs; Bernath, Magdalena; Brändli, Daniel; Buchwalder, Mathias; Bühlmann, Marc; Clivaz, Romain; Da Pozzo, François; Denz, Andrea; Frey, Jürg; Gerber, Jean-Frédéric; Gilg, Peter; Heer, Elia; Hohl, Sabine; Holenstein, Katrin; Longchamp, Claude; Müller, Eva; Porcellana, Diane; Rinderknecht, Matthias; Schoenholtz, Stephan 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Wahlen, Graubünden, 1978 – 2022*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern.
www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 18.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Grundlagen der Staatsordnung	1
Wahlen	1
Wahlen in kantonale Parlamente	3
Wahlen in kantonale Regierungen	11
Kantonale Ersatzwahlen	18
Eidgenössische Wahlen	18
Ständeratsersatzwahlen	23
<hr/>	
Parteien, Verbände und Interessengruppen	25
Parteien	25
Grosse Parteien	25
Konservative und Rechte Parteien	26

Abkürzungsverzeichnis

RTR Radiotelevisiun Svizra Rumantscha

RTR Radiotelevisiun Svizra Rumantscha

Allgemeine Chronik

Grundlagen der Staatsordnung

Wahlen

Wahlen

WAHLEN
DATUM: 28.09.1980
PETER GILG

L'entrée du Grison Leon Schlumpf au Conseil fédéral et la mort de l'Appenzellois Raymond Broger ont nécessité deux **élections complémentaires au Conseil des Etats**. Toutes deux furent disputées, mais n'apportèrent aucun changement dans la composition de la représentation des partis politiques à la chambre des cantons. Dans les Grisons, U. Gadiant, conseiller national UDC, l'emporta, avec l'aide du PDC, sur le candidat des radicaux, qui pensaient avoir le vent en poupe, compte tenu de leur progression en suffrages lors des élections fédérales de 1979. A Appenzell Rhodes-Intérieures, l'héritage politique du magistrat décédé, qui gouvernait son demi-canton et le représentait aussi à Berne, était moins convoité. Bien qu'Appenzell connaisse un système contraignant en matière de mandats publics, la Landsgemeinde a choisi au troisième tour de scrutin un jeune juriste, C. Schmid, greffier dans le canton de St-Gall, et a ainsi abandonné le lien traditionnel entre la représentation du demi-canton à Berne et le siège gouvernemental. Une élection complémentaire au Conseil national a également eu lieu. Pour remplacer R. Gamma décédé, qui n'appartenait à la chambre du peuple que depuis l'an passé, il a fallu désigner son successeur selon le système majoritaire. Le droit du PRD à ce siège a été officiellement respecté depuis 1917 par le parti prédominant, c'est-à-dire le parti conservateur devenu le parti démocrate-chrétien. Cette fois encore, il y eut tentative de rompre avec cette tradition, mais sans succès. Le successeur a été F. Steinegger. ¹

WAHLEN
DATUM: 01.01.2018
DIANE PORCELLANA

Durant l'année **2018, les autorités des cantons de Berne, de Nidwald, d'Obwald, de Zoug, de Glaris, des Grisons et de Genève ont été renouvelées**. Le PLR a sauvé ses sièges laissés vacants dans les exécutifs de Berne, de Nidwald, de Zoug et de Genève. Le PS a réussi à maintenir les siens à Berne et aux Grisons; tout comme le PBD à Glaris, le PCS à Obwald, les Verts à Berne et l'UDC à Nidwald.

Alors que le PDC avait assuré son siège lors de l'élection complémentaire de 2016 à Obwald, il l'a finalement perdu au profit de l'UDC. En Appenzell Rhodes-Intérieures, Thomas Rechsteiner (pdc), en retrait, a lui aussi été remplacé par un UDC, Ruedi Eberle. Le Parti du centre a récupéré un des deux fauteuils du PBD aux Grisons et celui de l'Alternative verte à Zoug. Le conseiller d'Etat sortant genevois Luc Barthassat (pdc) n'a pas été réélu, tout comme les conseillers municipaux des villes de Zürich et Winterthour, respectivement Josef Lisibach (udc) et Claudia Nielsen (ps). Enfin, lors de l'élection complémentaire organisée dans le canton de Fribourg, le siège Vert a été cédé au PLR.

S'agissant des législatifs cantonaux, le PS a gagné au total 13 sièges (BE: +5; OW: +2; GL: +1; ZG: +2; GR: +3), mais en a perdu 3 à Genève. A l'inverse, le PDC a remporté un douzième mandat à Genève et a vu son nombre de représentants diminuer dans plusieurs cantons (OW: -3; NW: -1; ZG: -1; GR: -1). Le PLR a renforcé sa présence dans les cantons de Berne (+3 sièges), des Grisons (+3), de Genève (+4) et de Nidwald (+2). Dans les autres cantons, il en a perdu 4 (OW: -2; GL: -1; ZG: -1). Les Verts ont surtout progressé à Genève avec un gain de 5 mandats. Ils ont décroché un dixième siège au parlement zougais et ont cédé 2 des leurs à Berne. Les Vert'libéraux ont obtenu 2 sièges supplémentaires à Glaris et 1 aux Grisons. Sauf à Obwald (+2) et aux Grisons (-), l'UDC n'a enregistré que des pertes (BE: -3; GE: -3; NW: -2; GL: -2; ZG: -1). Il a cédé 3 fauteuils à Winterthour et le double dans la ville de Zürich. Le PBD figure également parmi les perdants avec 7 députés en moins (GR: -5; GL: -1; BE: -1), tout comme le MCG (GE: -8) et le PEV (BE: -2).

Il n'y a eu que dans le législatif du canton d'Obwald et de la ville de Zürich, où le nombre de femmes s'est amoindri par rapport aux élections précédentes (OW: de 16 à 14 sièges; Zürich: de 42 à 40). La présence féminine au gouvernement zougais est assurée avec l'élection de Silvia Thalman-Gut (pdc). Berne et Genève comptent désormais une ministre supplémentaire. Le gouvernement grisonnais est devenu exclusivement masculin suite au départ de Barbara Janom Steiner (pbd), et Anne-Claude Demierre (FR, ps) n'a plus de collègue féminine suite à la démission de Marie Garnier (FR, verts). L'exécutif de Winterthour possède une femme de plus dans ses rangs, avec l'élection

de la socialiste Christa Meier.

En parallèle des élections cantonales et communales, le Conseil national n'a pas donné suite à une initiative parlementaire prônant une représentation équilibrée des sexes au Parlement. Il a également, lors du vote final, rejeté le projet pour la souveraineté des cantons en matière de procédure électorale. Enfin, l'auteur de la fraude électorale, lors des élections cantonales valaisannes 2017, a été condamné à 12 mois de prison avec sursis.²

WAHLEN
DATUM: 31.12.2022
MATHIAS BUCHWALDER

En 2022, la population de sept cantons (BE, GL, GR, NW, OW, VD, ZG) s'est rendue aux urnes pour renouveler ses autorités législatives. En 2020 et 2021, les partis écologistes, sur la lancée des élections fédérales de 2019, étaient en constante progression. Si les Vert-e-s ont commencé à s'essouffler légèrement en 2022, le **Parti vert'libéral** a lui encore surfé sur la vague écologiste. Si l'on met de côté le canton des Grisons, qui a connu un changement de système électoral, 21 sièges supplémentaires sont tombés dans l'escarcelle des vert'libéraux (de 29 à 50 au total des six cantons restants). Ils sont ainsi entrés pour la première fois au législatif à Nidwald et Obwald, et ont progressé dans les autres cantons, à l'exception de Glaris, où ils ont perdu un strapontin. Le **Parti des vert-e-s** a lui récolté 9 sièges supplémentaires, grâce à de bons scores à Berne (+5 sièges) et Vaud (+4 sièges). Cependant, la gauche n'en est pas ressortie renforcée, car **les socialistes** ont perdu 15 sièges, avec des scores en recul dans chaque canton. **L'UDC** et le **PLR** sont restés plus ou moins stables (-3 sièges pour l'UDC et +2 pour le PLR). L'UDC demeure le parti le plus fort à Berne et Glaris, le PLR à Nidwald et dans le canton de Vaud. À Zoug et Obwald, le parti détenant le plus de sièges est **le Centre**, qui concourrait pour la première fois sous sa nouvelle bannière dans ces cantons. Issu de la fusion du PDC et du PBD, le parti a certes perdu 5 sièges par rapport au total cumulé de ses deux prédécesseurs, mais le tableau est nuancé selon les cantons. Les forces centristes ont progressé à Obwald, et ont légèrement cédé du terrain sinon, n'ayant désormais plus de représentant.e.s au Grand Conseil vaudois notamment. Au vu de ces résultats, la fusion ne semble pas encore avoir porté ses fruits.

Reste donc le cas des **Grisons**, où de nouveaux équilibres ont émergé en raison du nouveau système de vote. En effet, un système biproportionnel (double Pukelsheim) a été instauré en lieu et place du système majoritaire, jugé partiellement anticonstitutionnel par le Tribunal fédéral. Ce nouveau système était favorable aux partis plus petits. Sans surprise, les deux fractions les plus fortes au Grand Conseil, à savoir le Centre et le PLR, ont perdu respectivement 19 et 9 sièges, alors que l'UDC et le PS en ont gagné 16 et 7. Ce changement a également profité aux Vert'libéraux (+4 sièges) et aux Vert-e-s (+2 sièges).

Parmi les cantons élisant leurs autorités en 2022, celui qui s'est le plus rapproché de la **parité femme-homme** est le canton de Berne, avec 39.4 pour cent d'élues (35.6% lors de l'élection précédente). La part des femmes a également augmenté dans les cantons de Nidwald (de 21.7% à 26.7%), de Glaris (de 21.7% à 25%), de Zoug (de 28.8% à 30.0%), des Grisons (de 21.7% à 33.3%) et de Vaud (de 32.0% à 36.0%). En revanche, moins de 20 pour cent des députées sont des femmes à Obwald (de 25.5% à 18.2%), où la Nidwaldner Zeitung a parlé de «véritable débâcle» pour qualifier ce résultat.

Les Nidwaldien.ne.s ont été les champion.ne.s de la **participation**, avec 47.9 pour cent des ayants droit s'étant rendu.e.s aux urnes. Suivent Obwald (44.2%), Zoug (44.0%) et les Grisons (38.4%). La participation a navigué autour de 34 pour cent dans les cantons de Glaris (34.8%) et Vaud (34.3%), alors que moins d'un.e électeur.trice sur trois a voté dans le canton de Berne (31.9%). Dans certains cantons (Berne, Glaris, Zoug, Grisons), la participation a augmenté par rapport aux élections précédentes.

Au niveau des **exécutifs**, la stabilité a été de mise dans la plupart des cantons se rendant aux urnes. La répartition des sièges entre les partis n'a, en effet, pas changé à Berne (deux UDC, deux PS, une verte, un PLR, une centriste), à Zoug (trois centristes, deux UDC, deux PLR), à Glaris, où tous les sortant.e.s ont été réélu.e.s (deux PLR, un centriste, une UDC, un PS) et aux Grisons (trois centristes, un PLR, un PS). Le PLR n'a pas été à la fête à Obwald, où il a cédé un siège au Centre (deux centristes, un PCS, un UDC, un sans-parti). A Nidwald, c'est le Parti vert'libéral qui lui a subtilisé un siège (trois centristes, deux UDC, un PLR, un PVL). Peter Truttmann est ainsi devenu le deuxième vert'libéral à entrer dans un exécutif cantonal après Esther Keller à Bâle-Ville. Enfin, le canton de Vaud a vécu un changement de majorité. En effet, l'alliance de droite composée du Centre, du PLR et de l'UDC a repris le quatrième siège cédé à la gauche

en 2011. La PS Cesla Amarelle a ainsi été contrainte de quitter le gouvernement au profit de la surprenante centriste Valérie Dittli. Avec l'élection de Dittli, le Centre vaudois possède donc un siège au gouvernement, mais aucun représentant au Grand Conseil. Notons encore que la sœur de Valérie Dittli, Laura Dittli, a, quant à elle, été élue au gouvernement zougais, le canton d'origine de la famille.

Après deux années durant lesquelles les citoyen.ne.s ont dû se rendre aux urnes pour renouveler le mandat accordé à leurs autorités, les «Bestätigungswahlen» ont à nouveau pu se tenir à la **Landsgemeinde** dans le canton d'Appenzell Rhodes-Intérieures. Sans surprise, les sept membres de l'exécutif ont été confirmés dans leurs fonctions.

Dans le canton de Schwyz, une **élection complémentaire** s'est tenue en raison des départs de Kaspar Michel (plr) et d'Andreas Barraud (udc). Le PLR et l'UDC ont conservé ces sièges avec les élections de Damian Meier (plr) et Xavier Schuler (udc).

A la fin de l'année 2022, 44 femmes siégeaient dans des exécutifs cantonaux, 3 de plus qu'une année auparavant, sur un total de 154 sièges (**28.6% de femmes**). 6 cantons ne comptaient aucune femme au sein de leur gouvernement (LU, UR, AR, TI, VS), alors que quatre étaient à majorité féminine (ZH, SO, TG, VD).

Parmi les dix plus grandes **villes** du pays, la population de Zurich et de Winterthour s'est rendue aux urnes en 2022. Au législatif de la ville de Zurich, la gauche a, de très peu, conservé sa majorité, avec 63 sièges sur 125. Les gains des Vert-e-s n'ont pas compensé les pertes du PS. A droite, le PVL, le PLR et le Centre sont sortis gagnants, alors que l'UDC a perdu des sièges.

A l'exécutif, pas de grand bouleversement des forces en présence: le seul sortant à ne pas briguer un nouveau mandat, membre de la gauche alternative, a été remplacé par une représentante du PS. A l'exécutif de Winterthour, la stabilité a également été de mise puisque tous les sortant.e.s ont été réélu.e.s. Au législatif, le PS est resté le parti le mieux représenté malgré de légères pertes, suivi par l'UDC et le PLR.³

Wahlen in kantonale Parlamente

WAHLEN
DATUM: 17.05.1981
JÜRIG FREY

La composition politique du parlement cantonal des Grisons s'est révélée assez stable. Les députés sont élus en partie dans les assemblées des cercles, en partie au scrutin secret selon le système majoritaire. La forte position de l'UDC s'est quelque peu effritée, tandis que le PS a gagné un siège. Pourtant, le système majoritaire a empêché des changements plus importants.⁴

WAHLEN
DATUM: 01.05.1983
CLAUDE LONGCHAMP

Enfin, dans les **Grisons**, les élections du parlement cantonal au système majoritaire ont provoqué quelques pertes au détriment du PDC et un recul minime du PS. En revanche, l'UDC a enregistré un gain de quelques sièges. Dans ce canton, le rôle des partis d'opposition reste insignifiant.⁵

WAHLEN
DATUM: 12.05.1985
KATRIN HOLENSTEIN

Bei den Erneuerungswahlen für den Grossen Rat von **Graubünden** gewann die CVP auf Kosten der Sozialdemokraten 4 Mandate hinzu. Die SP, die seit Jahren kontinuierlich an Wählerstimmen zugelegt hatte und bei den Nationalratswahlen 1983 zur zweitstärksten Bündner Partei aufgerückt war, verlor fast die Hälfte ihrer Mandate und erreichte mit 5 Grossräten gerade noch Fraktionsstärke. Die übrigen Parteien konnten ihren Besitzstand wahren; die SVP bleibt weiterhin stärkste Partei. Wie schon 1983 sind auch im neuen Parlament nur gerade 6 Frauen (5%) vertreten.⁶

WAHLEN
DATUM: 03.05.1987
KATRIN HOLENSTEIN

Die **Wahlen in Graubünden** ergaben eine **unerwartet grosse Änderung in der parteipolitischen Zusammensetzung** des Grossen Rates. Mit 5 Sitzgewinnen **verdoppelte die SP ihre Mandatszahl** und machte damit die Verluste von 1985 mehr als wett. Ihr Erfolg wurde darauf zurückgeführt, dass sie die Stimmen potentieller «Grün-Wählender» erhielt. Zwar bewarben sich in Ilanz und im Domleschg erstmals Grüne auf "Freien Listen", doch in Chur, wo die SP 3 Mandate hinzugewann, fehlte das Element "grün". Ebenfalls zu den Gewinnern gehörten die Freisinnigen, während die beiden stärksten Parteien SVP und CVP Sitze einbüssten. Eine Niederlage erlitt der Landesring, der mit der Abwahl des Churer Stadtpräsidenten Andrea Melchior sein einziges

Grossratsmandat verlor. Der bisher schon bescheidene Anteil der Frauen ging von 6 auf 5 Grossrätinnen zurück und beträgt noch 4,2 Prozent.⁷

WAHLEN

DATUM: 05.05.1991
MATTHIAS RINDERKNECHT

Bei den Bündner Grossratswahlen, welche nach dem Majorzverfahren durchgeführt werden, **verlor die FDP wieder drei Mandate** wie bereits im Wahljahr 1989; auch die DSP ging mit zwei Verlusten als Verliererin aus den Wahlen hervor. Im Gegensatz dazu **konnte die SP zwei Mandate zulegen**; zu den Gewinnern zählten auch die SVP, die CVP und die Linke Alternative (Chur) mit je einem Sitzgewinn. Die CSP konnte ihren Besitzstand wahren. Die Frauenvertretung stieg von 6 auf 8 (6,7%). Zum ersten Mal wird die Legislaturperiode nun drei statt zwei Jahre dauern.⁸

WAHLEN

DATUM: 30.12.1991
MATTHIAS RINDERKNECHT

Die **Gesamterneuerungswahl in sechs Kantonalparlamente** (BL, FR, GR, LU, TI, ZH) konnten nur teilweise die Tendenzen der vorjährigen Kantonalwahlen bestätigen. Insgesamt verlor die CVP von allen Parteien am meisten Sitze (-10). Die Erosion schritt auch bei der FDP weiter voran, allerdings in deutlich geringerem Ausmass (-4 Sitze). Mit der massiven Sitzeinbusse des Landesrings in Zürich (-8) nahm dessen Bedeutung weiter ab. Im Gegensatz dazu konnten die Sozialdemokraten auch dieses Jahr vor allem sitzmässig weitere Erfolge verbuchen und standen mit dreizehn zusätzlichen Mandaten (davon allein 9 in Zürich) als eigentliche Sieger da. Eine Umkehr vom bisherigen Erfolgskurs zeichnete sich bei den Grünen ab; sie bürsteten insgesamt vier Mandate ein und konnten einzig in Feiburg, wo sie neu ins Parlament einzogen, Sitze gewinnen. Die AP konnte nur im Kanton Zürich einen Erfolg verbuchen, wo sie zwei Sitze eroberte. In allen Kantonen ausser Tessin sank die Wahlbeteiligung zum Teil massiv, im Kanton Zürich über 7%. Der Anteil der Frauen stieg – abgesehen vom Kanton Zürich – in allen betroffenen kantonalen und kommunalen Parlamenten. Unter den 894 in sieben Kantonen (ohne AI) gewählten Parlamentsmitgliedern waren 181 Frauen (20,2%).

WAHLEN

DATUM: 01.01.1994
EVA MÜLLER

Bei den Gesamterneuerungswahlen für acht Kantonalparlamente (BE, GL, GR, JU, NW, OW, VD, ZG) kam es nur zu **leichten Sitzverschiebungen**. Die **FDP** und die **SVP** konnten mit fünf, respektive drei **Sitzgewinnen** ihren Aufwärtstrend insgesamt leicht fortsetzen, wobei dieser in den verschiedenen Kantonen nicht einheitlich verlief. In Zug, wo die SVP zum ersten Mal antrat, erreichte sie auf Anhieb Fraktionsstärke. Die **CVP konnte ihre Erosion bremsen** und bürstete gesamtschweizerisch – vor allem dank fünf Sitzgewinnen in Ob- und Nidwalden – nur einen Sitz ein, wobei sie in Zug mit drei Sitzen die meisten Mandate verlor. Die SP konnte im Kanton Waadt drei Sitze dazugewinnen, bürstete aber insgesamt vier Sitze ein. Gleich sechs Mandatsverluste und somit den grössten Aderlass musste die Grüne Partei hinnehmen, wobei die Verluste im Kanton Bern mit vier Sitzeinbussen am empfindlichsten waren. Dafür konnte im Kanton Bern die Auto-Partei (neu Freiheits-Partei) fünf Sitze dazugewinnen.

Sehr ausgeprägt bestätigte sich auch dieses Jahr der **Zuwachs des Frauenanteils** in den Kantonalparlamenten. Während in Bern 16 Frauen neu ins Parlament einzogen, waren es im Kanton Waadt und im Graubünden je 10, was im Graubünden einer Verdoppelung des Frauenanteils gleichkommt. (Der Vergleich basiert auf den kantonalen Wahlen 1990. Später ins Parlament nachrutschende bzw. zurücktretende Frauen wurden nicht berücksichtigt.) Obwalden und Nidwalden konnten ihren Frauenanteil ebenfalls fast verdoppeln. Lediglich im Kanton Jura blieb der Frauenanteil konstant. Insgesamt waren **in den acht Kantonen von 855 gewählten Parlamentsmitgliedern 169 Frauen (19,8%)**, wobei die SP mit 50 einmal mehr am meisten Frauen in die kantonalen Legislativen schickte. Gesamtschweizerisch lag der Frauenanteil in den kantonalen Parlamenten Ende 1994 bei 21% (1993: 19,1%), wobei sich Genf mit 36% weiterhin an der Spitze befindet. Glarus bildet mit 7,5% das Schlusslicht.

Deutlich manifestierte sich auch im Berichtsjahr eine **sinkende Wahlbeteiligung**, ein Trend, von dem lediglich der Kanton Waadt leicht abwich. Im Kanton Baselland, wo es sechs zusätzliche Mandate im Landrat zu verteilen gab, fanden Ergänzungswahlen statt.

WAHLEN
DATUM: 01.05.1994
EVA MÜLLER

Im 120köpfigen Bündner Grossen Rat kam es, wie das Majorzsystem erwarten liess, zu keinen grossen parteipolitischen Verschiebungen. Die **Bürgerlichen dominieren** in Graubünden **fast unverändert**, wobei die zwei stärksten Parteien SVP und CVP je einen Sitz einbüssten; die FDP realisierte zwei Gewinne. Die CSP und die DSP konnten ihre Sitze halten, die SP verlor einen Sitz. Nicht mehr im Parlament vertreten sind die Unabhängige Demokratische Partei Davos und die Linke Alternative. Gut schnitten die Frauen ab: der Frauenanteil erfuhr mit neu 18 Kantonsrätinnen eine Verdoppelung.⁹

WAHLEN
DATUM: 25.05.1997
EVA MÜLLER

Im Kanton Graubünden, wo der 120köpfige Grosse Rat alle drei Jahre gewählt wird, blieb das **parteipolitische Kräfteverhältnis praktisch unverändert**. Mit drei Sitzgewinnen war die SP (10) eigentliche Siegerin. Sie erreichte aber damit nur wieder denselben Sitzstand wie vor einem Jahrzehnt, vor der Abspaltung der - inzwischen zur Bedeutungslosigkeit geschrumpften - Demokratisch-Sozialen Partei (DSP). Nach wie vor liegt die SP weit hinter den anderen Bundesratsparteien zurück. Die SVP konnte ihre Position als stärkste Bündner Partei verteidigen (40), büsste aber einen Sitz ein, während die CVP (38) ihren Besitzstand wahren konnte. Die FDP legte ein Mandat zu (27). Während die CSP ihre drei Sitze verteidigen konnte, stellt die DSP nach dem Verlust eines Sitzes nur noch gerade einen Vertreter im Grossen Rat. Mit der Wahl einer Parteilosen gelang es den kleinen Parteien, die Fraktion der Unabhängigen (CSP, DSP und Parteilose), für die fünf Mitglieder nötig sind, zu erhalten. Die Frauen, die ihre Vertretung bei den letzten Wahlen mehr als verdoppelt hatten, halten mit zwei zusätzlichen Sitzen (20) nun einen Anteil von 16,7%.¹⁰

WAHLEN
DATUM: 07.05.2000
DANIEL BRÄNDLI

In Graubünden wird alle drei Jahre am ersten Maisonntag der Grosse Rat gewählt. Die 120 Ratsmitglieder werden im Majorzverfahren von 39 Wahlkreisen bestimmt. Das personenbezogene Wahlsystem, welches zudem an vielen Orten noch unter freiem Himmel stattfindet, hatte bislang zur grossen Stabilität der Bündner Traditionsparteien SVP, CVP und FDP beigetragen. Wider Erwarten kam es aber am Wahlsonntag zu **grösseren Sitzverschiebungen**. Die SVP büsste von ihren 40 bisherigen Sitzen sieben ein. Dagegen steigerte die FDP ihre Mandatszahl von 27 auf 34. In vielen Wahlkreisen hatte die SVP zum Vorteil der FDP auf Kampfwahlen verzichtet. Ueli Maurer jedoch, Präsident der SVP Schweiz, fand die Ursache für das schlechte Abschneiden der Bündner Sektion in einer mangelhaften Befolgung der politischen Stossrichtung der Mutterpartei. Wie bereits 1997 konnte die SP um drei Sitze zulegen und erreichte eine Fraktionsstärke von dreizehn Sitzen. Dagegen verlor die CSP alle drei bisherigen Mandate. Stärkste Fraktion wurde die CVP, obwohl sie auf einen Sitz verzichten musste (neu 37). Schliesslich konnten sich zwei Parteilose und ein Vertreter der DSP ins Ziel retten. Den grössten Verlust erlitten nebst der SVP die Frauen. Sie büssten in einem der frauenärmsten Parlamente der Schweiz drei Sitze ein und erreichten einen Frauenanteil von lediglich 14,2%. Nur die Frauen in den Kantonen Glarus, Schwyz und Tessin sind noch schlechter vertreten.¹¹

WAHLEN
DATUM: 18.05.2003
ROMAIN CLIVAZ

Bündnerinnen und Bündner bestellen ihr 120-köpfiges Parlament alle drei Jahre neu und zwar nach wie vor im **Majorzverfahren** (das Bündner Stimmvolk lehnte die teilweise Einführung des Proporz im September ab). Bei den diesjährigen Wahlen konnte die **CVP auf Kosten der FDP Gewinne verbuchen**, die Christlichdemokraten verfügen nun über 40 Sitze (+3), während die Freisinnigen mit 29 Abgeordneten nur noch die drittstärkste Fraktion stellen - vor drei Jahren konnten sie sieben Mandate hinzugewinnen, nun mussten sie fünf wieder abgeben. Die SVP delegiert unverändert 33 Mitglieder, die SP 13. In der Bündner Legislative sind zudem 4 Parteilose (+2) und ein Mitglied der Demokratisch-sozialen Partei vertreten. Damit blieb das Kräfteverhältnis zwischen den Bürgerlichen und der Linken praktisch unverändert. Der Frauenanteil im Parlament beträgt 20% (2000: 14,2%).¹²

WAHLEN
DATUM: 21.05.2006
STEPHAN SCHOENHOLTZ

Das diesjährige Wahlergebnis stand **in deutlichem Kontrast zum Ausgang der letzten Grossratswahlen**. Hatte die CVP ihre Vertretung 2003 noch auf Kosten der FDP vergrössern können, sank ihre Vertretung nun von 40 auf 35 Sitze, während die FDP 4 zusätzliche Sitze gewann und mit insgesamt 33 Abgeordneten fast zur weiterhin stärksten Fraktion der Christlichdemokraten aufschliessen konnte. Die SVP verlor einen Sitz und verfügt noch über 32 Sitze. Die SP steigerte sich auf 14 Ratsmitglieder (+1). Auch die Parteilosen, die bereits in den letzten Wahlen zugelegt hatten, konnten sich im

neuen Kantonsparlament um einen auf insgesamt 4 Abgeordnete verstärken. Die Demokratisch-soziale Partei hingegen schied aus dem Grossrat aus. Es zogen 26 Parlamentarierinnen in den 120-köpfigen Rat ein, was einen leichten Zuwachs auf einen Anteil von 21,7% bedeutet (2003: 20%).¹³

WAHLEN
DATUM: 13.06.2010
MARC BÜHLMANN

Bei den Kreiswahlen für den **Grossen Rat** im Juni wurde ein Drittel der 120 Sitze neu besetzt. Per Ende Legislatur traten 39 Grossräte zurück, davon alleine 14 von der FDP, elf von der BDP und zehn von der CVP. Nicht nur die Rücktritte sondern auch die veränderte Parteienlandschaft versprachen einen spannenden Wahlkampf. Dank der Abspaltung der BDP von der SVP 2008 und der Neugründung der GLP, die erstmals in Graubünden zu Grossratswahlen antrat, war die Kandidatenauswahl markant grösser als bei den letzten Wahlen. Neben den arrivierten Parteien CVP, FDP, SP und DSP traten erneut vereinzelt Parteilose zu den Wahlen an, die bisher fünf Sitze im Grossen Rat innehatten. Wie zuvor in Bern und Glarus standen auch die Bündner Parlamentswahlen im Zeichen der Auseinandersetzung zwischen BDP und SVP. Allerdings waren in Graubünden die Vorzeichen anders, war doch hier die BDP in der stärkeren Position. Wieder rührten die nationalen Parteipolitiker heftig die Wahltrömmel.

Das **Majorzverfahren**, das kleine Parteien eher benachteiligt, **machte der SVP einen Strich durch die Rechnung**. Sie konnte lediglich zwei Sitze (neu vier Sitze) gewinnen und erreichte ihr erklärtes Ziel, Fraktionsstärke mit fünf Sitzen, knapp nicht. Auch der zweite Wahlgang, der im Calancatal notwendig wurde, änderte daran nichts, da der SVP-Kandidat am 4. Juli dort dem Parteilosen Paolo Papa unterlag. Überraschende Wahlsiegerin war jedoch – entgegen allen Trends in den anderen Kantonen – die FDP, die gleich fünf Sitze zulegen konnte und damit fraktionsstärkste Partei im Bündner Parlament wurde (38 Sitze). Die GLP erhielt auf Anhieb zwei Mandate. Je zwei Sitze abgeben mussten die CVP (neu: 33 Sitze), die SP (neu: 12 Sitze) und die BDP (neu: 26 Sitze), die sich aber mit dem Resultat zufrieden zeigte. Ihren Grossratsitz abgeben musste die DSP, während Parteilose weiterhin fünf Sitze halten. Der Frauenanteil blieb konstant bei 21,7%.¹⁴

WAHLEN
DATUM: 01.01.2014
MARC BÜHLMANN

In **sechs Kantonen** fanden 2014 **Gesamterneuerungswahlen für die kantonalen Parlamente** statt. Obwohl noch viel Zeit bis zu den eidgenössischen Wahlen blieb, wurden die kantonalen Wahlen in den Medien als Orakel für einen möglichen Ausgang im Herbst 2015 auf nationaler Ebene herangezogen. Von den kantonalen Resultaten Trends abzulesen, gestaltet sich aus mindestens drei Gründen als eher schwierig. Erstens sind kantonale Kontexte sowohl für kantonale als auch für nationale Wahlen sehr unterschiedlich. Kantonale Wahlen lassen sich weder untereinander noch mit eidgenössischen Wahlen einfach vergleichen. Zweitens fanden 2014 kantonale Wahlen in den eher kleinen Kantonen Zug, Nidwalden, Obwalden und Glarus statt. Hier ist nicht nur das kantonale Umfeld verschieden, sondern diese Kantone sind auch als Wahlkreise für die nationalen Wahlen aufgrund ihrer geringen Sitzzahlen eher wenig bedeutend. Drittens lassen sich auch in den beiden grösseren Kantonen Graubünden und Bern keine deutlichen Trends ablesen. So konnte die SVP zwar in den Kantonen Bern und Graubünden um jeweils fünf Sitze zulegen, dies geschah aber nur in Bern auf Kosten der BDP. Oder die SP verlor zwar in Bern zwei Sitze, legte aber in Graubünden um drei Sitze zu. Auch bei der CVP und der FDP gab es keine eindeutigen Entwicklungen. Zwar verlor der Freisinn in den sechs Kantonen insgesamt acht Sitze, in Bern, Glarus und Obwalden konnte man die eigenen Mandate jedoch verteidigen. Auch die CVP konnte ihre Sitze in Glarus halten, musste aber in allen anderen Kantonen einen Sitz (bzw. in Graubünden zwei Sitze) abgeben. In Bern bedeutete dieser Sitzverlust, dass die CVP nicht mehr im kantonalen Parlament vertreten ist. Die Grünen verloren zwar einen Sitz in Bern, konnten aber in Nidwalden (+3 Sitze) und in Zug (+2 Sitze) ihre Mandatszahl um total fünf Sitze ausbauen. Ausser im Kanton Graubünden, wo die beiden Sitze gehalten wurden und in den Kantonen Nidwalden und Obwalden, wo sie nicht antrat, konnte die GLP ihre Mandate jeweils mindestens verdoppeln. Im Kanton Glarus machten die Grünliberalen auf Anhieb zwei Sitze und in Bern konnten sie ihre Mandatszahl von vier auf elf fast verdreifachen. Interessant war die Entwicklung für die BDP, da sie in ihren drei Gründerkantonen antrat. Während sie im Kanton Graubünden um einen Sitz zulegen konnte, und im Kanton Glarus ein Mandat abgeben musste, brach sie im Kanton Bern buchstäblich ein und verlor elf Sitze.

Mit den per Saldo 10 Sitzgewinnen baute die SVP den Anteil an allen kantonalen Parlamentssitzen erneut aus. Die SVP verfügte Ende 2014 über 573 der total 2559

kantonalen Parlamentssitze (ausgenommen AI), was einem Anteil von 22,4% entspricht. Nach wie vor an zweiter Stelle lag auch Ende 2014 die FDP, die 20,4% aller kantonalen Parlamentssitze ihr Eigen nannte (521 Sitze). Kopf an Kopf lagen Ende 2014 die CVP und die SP, wobei die Christlichdemokraten mit 454 Sitzen (17,7%) noch leicht die Nase vor den Genossen hatten, die über 453 kantonale Mandate verfügten (17,7%). Die fünftstärkste Kraft waren die Grünen, die über 187 Mandate verfügten. Die GLP (89 Sitze) und die BDP (77 Sitze) waren also Ende 2014 in den Kantonen zwar einigermaßen präsent, aber noch einige Sitze von den arrivierten Parteien entfernt. Über immer noch 40 Sitze verfügte die EVP, die vor allem in den Kantonen Bern, Zürich, Aargau und Thurgau auf eine Stammwählerschaft zählen kann. Die extreme Linke hielt 28 Sitze und die EDU verfügte noch über 20 Mandate. Leidglich rund 4 Prozent aller Sitze (107) wurden von anderen Parteien gehalten, wobei in Genf 20 Sitze auf das MCG und im Tessin 22 Sitze auf die Lega entfielen.

In drei der sechs Kantone, in denen die Parlamente gesamterneuert wurden, stieg der Frauenanteil wieder leicht an: In Bern betrug er nach den Wahlen 31,9%. Auch in den Kantonen Glarus (16,7%) und Zug (27,5%) konnten die Frauen leicht zulegen. Abgenommen hat die Frauenquote allerdings in den Kantonen Obwalden (29,1%), Nidwalden (16,7%) und Graubünden (19,2%). Ende 2014 betrug der Frauenanteil in allen Kantonsparlamenten zusammen genau 25% – wobei nur die jeweiligen Resultate unmittelbar nach den Wahlen berücksichtigt wurden – was gegenüber dem Vorjahr (24,6%) eine leichte Steigerung bedeutete.

Die Wahlbeteiligung in den sechs Kantonen war sehr unterschiedlich. Während in den Kantonen Bern und Glarus nicht einmal mehr ein Drittel der Stimmbürgerschaft das Wahlrecht wahrnahm, lag die Beteiligung in Nidwalden und Obwalden knapp unter der 50%-Grenze. In Zug beteiligten sich noch 40,5%. Mit Ausnahme von Glarus hat die Beteiligung damit im Vergleich zu den Wahlen 2010 überall weiter abgenommen. Ein Blick auf alle Kantone und die kantonalen Wahlen zwischen 2010 und 2014 zeigt, dass neben Bern und Glarus auch die Wahlbevölkerung in den Kantonen Aargau, Thurgau und Neuenburg ziemlich wahlfaul ist. Auch hier lag die Beteiligung bei den letzten kantonalen Parlamentswahlen unter einem Drittel. Unter 40% lag auch die Wahlbeteiligung in den Kantonen Zürich, Uri, Solothurn, Basel-Stadt, Basel-Landschaft, Appenzell Ausserrhoden und St. Gallen. Einzig in den Kantonen Schaffhausen, Tessin und Wallis machten mehr als 50% der Bevölkerung von ihrem Wahlrecht Gebrauch. In der Hälfte der 24 Kantone – die Wahlbeteiligung wird nicht erhoben in den Kantonen Appenzell Innerrhoden und Graubünden – zeigte sich im Vergleich zu den letzten Wahlen eine Abnahme der Wahlbeteiligung.¹⁵

WAHLEN
DATUM: 18.05.2014
MARC BÜHLMANN

Die **Wahlen in den 120-köpfigen Grossrat** des Kantons Graubünden finden nach dem **Majorzsystem** statt. Nur hier und in den Kantonen Appenzell Innerrhoden und Appenzell Ausserrhoden werden die Parlamentsmandate noch nach dem Mehrheitswahlsystem vergeben.

In Graubünden waren die Nachwehen der Abspaltung der einstigen SVP in die kantonale BDP nach wie vor spürbar. Nicht nur beim Kampf um die Regierung, sondern auch bei den Grossratswahlen standen sich BDP und SVP gegenüber. Die noch junge, neu wieder gegründete SVP war einst neben der CVP dominante Partei, verlor aber ihre Vorherrschaft 2008, als praktisch alle damaligen Mitglieder zur frisch gegründeten BDP gewechselt hatten, weil die SVP Schweiz die Bündner Sektion ausgeschlossen hatte, um die Wahl von Eveline Widmer-Schlumpf zur Bundesrätin zu bestrafen. Am Schluss blieben der alten und neu gegründeten SVP lediglich noch zwei der ursprünglich 32 Sitze, die bei den Wahlen 2010 auf vier verdoppelt werden konnten. Dass die SVP bei den Bündnerinnen und Bündnern nach wie vor punkten kann, zeigte sich nicht nur aufgrund der hohen Zustimmung zur Masseneinwanderungsinitiative, sondern auch bei der Rekrutierung von Parteimitgliedern, die laut Nationalrat Brand (svp, GR) ziemlich erfolgreich verlief – rund 2'200 Mitglieder weise die Volkspartei im Kanton Graubünden auf. Eine Mitte Februar von der Zeitung Südostschweiz in Auftrag gegebene Wählerbefragung machte aber auch den Rückhalt der BDP in der Bevölkerung deutlich. Die Befragten trauten es am ehesten der BDP zu, ihre beiden Hauptsorgen Wirtschaftsprobleme und Tourismuskrise zu lösen. Die Voraussetzungen dafür, dass die BDP die Bewährungsprobe bestehen und ihre 26 Sitze mindestens verteidigen kann – angestrebtes Ziel waren 30 Sitze – waren gut, weil nur drei ihrer Grossräte nicht mehr kandidierten. Die Umfrage zeigte allerdings auch, dass man der SP, der CVP und insbesondere der GLP generell wenig zutraut. Das war bei der jungen GLP, die seit den Wahlen 2010 über 2 Sitze verfügte, allerdings nicht weiter verwunderlich. Die Grünliberalen setzten sich denn auch zum Ziel, Fraktionsstärke, also mindestens fünf

Sitze zu erreichen. Die SP, die bei den letzten Wahlen zwei Sitze verloren hatte und noch 12 Mandate inne hatte, war im Kanton Graubünden lediglich Aussenseiterin. Das hat teilweise mit dem Majorzwahlsystem zu tun, das grosse Parteien bevorzugt: In vielen Wahlkreisen lohnte es sich für die Genossen gar nicht, anzutreten. Auf der anderen Seite musste die Partei allerdings während der Legislatur einen Drittel ihrer Sitze durch nachrutschende Stellvertreter ersetzen. Die CVP – mit 33 Mandaten die zweitstärkste Fraktion im Bündner Grossrat – hatte seit 2003 an Sitzanteilen verloren und musste bei den letzten Wahlen gar die FDP an sich vorbeiziehen lassen. Um mindestens die eigenen Sitze zu verteidigen, müsste die CVP auch wieder ausserhalb ihrer Stammbezirke in der Surselva punkten können. Dort stiess sie aber auf den Widerstand der FDP, bei der die Verteidigung der Spitzenposition fraglich war, weil nicht weniger als 12 FDP-Grossräte nicht mehr antraten. Ein wichtiges Thema im Wahlkampf waren die geplante Reform des Finanzausgleiches und eine anstehende Gebietsreform. Darüber hinaus waren auch die Folgen der Masseneinwanderungsinitiative für die Tourismusregion Graubünden ein Dauerbrenner. So schlug etwa die SVP vor, die Bündner Regierung solle sich dafür einsetzen, den Mehrwertsteuersatz für die Hotellerie von 3,8% auf 2,5% zu senken – was der SVP prompt die Kritik einbrachte, sie versuche hier, Wiedergutmachung zu betreiben. Insgesamt wurde der Wahlkampf in den Medien allerdings als langweilig und gar als einschläfernd bezeichnet. Dies hat aber durchaus auch mit dem Wahlsystem zu tun, bei dem sich die Kandidierenden jeweils nur in ihrem Wahlkreis präsentieren müssen und dort in der Regel sowieso schon bekannt sind. Ob der geringen Spannung wurden nicht nur kaum Veränderungen erwartet, sondern auch eine wie schon vor vier Jahren geringe Wahlbeteiligung befürchtet. Für Verwirrung sorgte eine Wahlzettel-Panne im Unterengadin, wo anscheinend falsch bedruckte Ausschuss-Zettel versandt worden waren, was erst rund zweieinhalb Wochen vor den Wahlen bemerkt wurde.

Bei den Wahlen Mitte Mai konnten **sowohl die BDP als auch die SVP einen Erfolg verbuchen**. Die SVP konnte ihr Dasein als Kleinpartei hinter sich lassen und erreichte die angestrebte Fraktionsstärke, indem die Sitzzahl erneut mehr als verdoppelt werden konnte (neu: 9 Sitze; +5). Leicht zulegen konnte auch die BDP, die mit einem Sitzgewinn neu auf 27 Grossratssitze kommt. Die Niederlage der BDP bei den Berner Wahlen wiederholte sich in Graubünden also nicht, was allerdings auch auf die Unterschiede im Wahlverfahren zurückzuführen sein dürfte. Die beiden anderen bürgerlichen Parteien mussten beide Sitzverluste in Kauf nehmen. Die CVP deren zwei (neu: 31 Sitze) und die FDP gar deren vier (neu: 34 Sitze), wobei zwei Sitze erst im zweiten Wahlgang errungen werden konnten. In vier Bündner Kreisen (Ilanz, Klosters, Rhäzüns, Sur Tasna) fanden zweite Wahlgänge statt und im Kreis Suot Tasna musste eine Nachwahl angesetzt werden, weil Jon Domenic Parolini (bdp) dort gewählt, gleichzeitig aber auch in den Regierungsrat bestellt worden war. Die deutliche Niederlage der Freisinnigen war so nicht erwartet worden. Trotzdem blieb die FDP aber stärkste Fraktion. Einerseits schien sie die zahlreichen Abgänge nicht kompensieren zu können, andererseits wies die überraschend hohe Wahlbeteiligung von 43,1% auf eine starke Mobilisierung hin, die eher der SP zu nützen schien, die neu 15 Grossratssitze einnahm (+ 3 Sitze). Ihre zwei Mandate verteidigen konnte die GLP. Zwei Parteilose vervollständigen den Grossen Rat. Vor den Wahlen waren noch fünf Mandate auf Parteilose entfallen. Einer davon war in der Nachwahl wegen einer Stimme Unterschied von einem Freisinnigen ersetzt worden. Enttäuschend verliefen die Wahlen für die Frauen. Mit lediglich noch 23 Sitzen war der Frauenanteil tiefer als noch im Jahr 2003.

Gegen das **Wahlresultat** wurde allerdings **Beschwerde eingereicht**. Die 33 Beschwerdeführer – darunter sechs frühere Grossräte und ein Regierungsrat – machten eine Verletzung des Wahlrechts geltend, weil die Stimmkraftgleichheit nicht gegeben sei. Die 39 Wahlkreise seien derart unterschiedlich gross, dass etwa im bevölkerungsarmen Calanca-Tal im Vergleich zum bevölkerungsreichen Chur massiv weniger Stimmen erobert werden müssen, um einen Sitz zu gewinnen. Die Stimme eines in Calanca wohnhaften Bündners erhalte deshalb ein wesentlich grösseres Gewicht als jene einer Churerin. Das Wahlergebnis sei zu kassieren oder aber festzustellen, dass das Majorzverfahren in Graubünden nicht mit der Bundesverfassung vereinbar sei. Nachdem sich das Parlament für die Beschwerde als nicht zuständig beurteilte, musste sich das Verwaltungsgericht erstinstanzlich darum kümmern. Bis Ende 2014 lag noch kein Urteil vor.¹⁶

Im Juni musste in **Graubünden** der 120-köpfige **Grosse Rat** neu bestellt werden. Im Südostschweizer Kanton wurde weiterhin im Majorzsystem gewählt, wobei sich dies in einer stattlichen Zahl von 39 Wahlkreisen abspielte. Auf eine erneute Beschwerde gegen das Mehrheitswahlrecht – eingereicht im September 2017 – war das Verwaltungsgericht des Kantons aufgrund einer Formalie gar nicht erst eingegangen. Das der Kleinräumigkeit geschuldete spezifische Bündner Wahlsystem hatte zur Folge, dass erdrutschartige Verschiebungen im Rat unwahrscheinlich waren. Für die zu vergebenden 120 Sitze bewarben sich denn auch nur 166 Kandidierende, was – im interkantonalen Vergleich äusserst überschaubaren – 1,38 Anwärtern pro Sitz entsprach. Entsprechend standen in 15 von 39 Wahlkreisen faktisch stille Wahlen an. Trotzdem waren auch aufgrund der insgesamt 34 Rücktritte gewisse Verschiebungen zu erwarten.

Ziemlich prekär schien die Situation für die drittgrösste Partei, die BDP. Sie musste verkraften, dass sich die Hälfte ihrer Amtsinhaber (13 von 26) nicht mehr zur Wahl stellte. Einer ihrer ursprünglich 27 Sitze war ausserdem bereits durch Duri Campells Wahl in den Nationalrat an die FDP übergegangen. Letztere stellte mit 35 Sitzen die grösste Fraktion im Grossen Rat. Die Freisinnigen hatten ihrerseits 8 Abgänge zu verkraften. Bei der CVP hingegen traten lediglich 5 der bisher 31 Ratsmitglieder nicht mehr an. Ebenfalls 5 Abgänge kompensieren mussten die Sozialdemokraten, welche im Gegensatz zur CVP aber nur 15 Grossrätinnen und Grossräte stellten. Die SVP hielt 9 Mandate, wobei 3 Ratsmitglieder ihren Rücktritt bekannt gegeben hatten. Für die GLP schliesslich, kandidierten die beiden Bisherigen Walter von Ballmoos und Jürg Kappeler ein weiteres Mal.

Der Wahlkampf um den Grossen Rat wurde grösstenteils durch die Regierungswahlen und den Baukartellskandal überschattet. Die Wettbewerbskommission hatte aufgedeckt, dass Baufirmen im Engadin über Jahre hinweg Preise abgesprochen hatten, wobei der Bündner Baumeisterverband eine wichtige Rolle gespielt haben soll. Da mehrere BDP-Vertreter wie der ursprüngliche Regierungsratskandidat und Geschäftsführer des Baumeisterverbands, Andreas Felix, in den Skandal verwickelt waren, drohte der Partei auch für die Grossratswahlen ein verhängnisvoller Imageschaden. In Kombination mit den bereits erwähnten Rücktritten sorgte die Affäre dafür, dass man für die BDP bei den Grossratswahlen Verluste erwartete. Den Davoser Sitz der zurücktretenden Elisabeth Mani-Helstab, beispielsweise, überliess die Partei kampfflos, da man keine Kandidatinnen oder Kandidaten gefunden hatte. Einen längeren Negativtrend zu stoppen, versuchte die CVP. Von ursprünglich 40 Sitzen im Jahr 2002 war die christlich demokratische Fraktion über die Jahre kontinuierlich auf 31 geschrumpft. Die SVP hatte dagegen nach der Zäsur durch die BDP-Gründung quasi einen Neuaufbau vornehmen müssen. 2014 war es der Partei die Sitzzahl immerhin gelungen, ihre Mandate von 4 auf 9 mehr als zu verdoppeln. Und auch 2018 wollte die Partei ihr Wählerpotenzial in weitere Sitzgewinne ummünzen. Gesteigert hatte sich bei den letzten Wahlen 2014 auch die SP, und zwar um 3 Sitze auf 15 Mandate. Sie hatte damit das beste Ergebnis der kantonalen Parteigeschichte erzielt. In Anbetracht der zahlreichen Abgänge hätte deshalb schon die Bestätigung dieses Ergebnisses als Erfolg verbucht werden können. Bei den liberalen Parteien wollte sich die FDP als stärkste Fraktion im Kanton behaupten, während die GLP Fraktionsstärke anpeilte. Die Grünliberalen hatte gute Chancen zumindest einen Sitz hinzu zu gewinnen, da in Chur mit alt-Nationalrat Josias Gasser eine profilierte Persönlichkeit antrat.

Ein Thema war der notorisch tiefe Frauenanteil im kantonalen Parlament. Mit 23 Grossrätinnen lag dieser nämlich nur bei 19.2%. Für die diesjährigen Wahlen stellten sich 33 Kandidatinnen zur Wahl, jedoch nicht gleichmässig über den Kanton verteilt. In 22 der 39 Kreise – und damit in mehr als der Hälfte – stand den Wählenden keine einzige Frau zur Auswahl. Dieser Umstand wurde in den Bündner Medien teilweise beanstandet.

Bei den Grossratswahlen Mitte Juni kam die BDP mit einem blauen Auge davon. Zwar sah es für die Mittepartei unmittelbar am Wahltag mit 6 Sitzverlusten noch relativ düster aus; aber die zweiten Wahlgänge im Juli bescherten ihr noch zwei zusätzliche Mandate. Damit schloss die BDP im Endresultat mit 23 Sitzen ab (2014: 27). Grosse Gewinnerin war – eher überraschend – erneut die SP. Sie gewann nochmals drei Sitze hinzu und verbesserte damit ihr historisches Ergebnis von vor vier Jahren auf neu 18 Sitze. Die SVP musste neben dem verpassten Einzug in den Regierungsrat auch in den Grossratswahlen eine Enttäuschung verarbeiten. Zwar konnte sie ihre 9 Sitze halten, aber den Ansprüchen der Volkspartei genügte dies offensichtlich nicht. Ihre Spitzenposition ausbauen konnte hingegen die FDP. Die weiterhin stärkste Partei hält fortan 36 Mandate (2014: 34). Die CVP musste einen Sitzverlust hinnehmen und kommt neu auf 30 Sitze (2014: 31). Die Grünliberalen, schliesslich, konnten in der Tat mit Josias

Gasser einen Churer Sitz erobern, jedoch blieb es bei diesem einen zusätzlichen Mandat. Somit kann die GLP weiterhin keine eigene Fraktion bilden, kommt aber neu immerhin auf 3 Sitze (2014: 2). Als einzige Parteilose schaffte die italienischsprachige Grossrätin Nicoletta Noi-Togni aus San Vittore die Wahl. Die Frauenvertretung im Grossen Rat vergrösserte sich von 23 auf 26 Grossrätinnen, was anteilmässig 21.7% entsprach (2014: 19.2%). In Trins verteidigte gar die erst 21-jährige Sozialdemokratin Julia Müller den freiwerdenden Sitz von Neo-Regierungsrat Peter Peyer. Die Wahlbeteiligung im Kanton Graubünden sank allerdings auf nur noch 35.8% (2014: 43.1%).¹⁷

WAHLEN
DATUM: 15.05.2022
ELIA HEER

Der **Kanton Graubünden** erneuerte am 15. Mai 2022 sein kantonales Parlament. Besondere Aufmerksamkeit lag bei diesen Wahlen auf dem neuen Wahlsystem. Nachdem das Bundesgericht in einem Urteil im Juli 2019 festgestellt hatte, dass das damals geltende Majorzverfahren für die Wahl in den Grossen Rat teilweise verfassungswidrig war, hatte der Grosse Rat daraufhin die Einführung des Doppelproporzsystems – auch bekannt als «Doppelter Pukelsheim» – beschlossen. Dieses sieht vor, dass Wählerstimmen und Mandate in zwei Schritten verteilt werden; zuerst über den ganzen Kanton hinweg an die einzelnen Parteien und Gruppierungen und danach mittels Zuteilung der Sitze in den einzelnen Wahlkreisen. Mit diesem System wird gleichzeitig eine regional proportionale Vertretung im Parlament und die proportionale Verteilung der Sitze auf die Parteien garantiert. Der Nachteil ist, dass innerhalb eines Wahlkreises die Mandatsverteilung nicht mehr genau den Parteipräferenzen entspricht. Diese potentiellen Unterschiede werden aber gesamtkantonale gesehen ausgeglichen. Zusätzlich wartet das neue Bündner Wahlsystem mit zwei Besonderheiten gegenüber ähnlichen Wahlsystemen auf: Erstens müssen Parteien und Listen gesamtkantonale mindestens drei Prozent der Stimmen holen, um ins Parlament einziehen zu können. Zweitens wird garantiert, dass die wählerstärkste Partei in einem Kreis definitiv dort auch einen Sitz erhält. Das neue Wahlsystem war im Juni 2021 von der Bündner Bevölkerung mit 78.9 Prozent Ja-Stimmenanteil klar angenommen worden und erlebte bei den **Grossratswahlen 2022** also seine Feuerprobe.

Insgesamt 491 Kandidierende bewarben sich auf einen der 120 Sitze im Grossen Rat. Damit kam es in jedem der 39 Wahlkreise zu einer Kampfwahl – wobei nur die SVP und die Mitte in allen Wahlkreisen antraten. Die SP und die Grünen traten mit einer gemeinsamen Liste in 37 Wahlkreisen an. Die FDP konnte man in 35 Kreisen wählen und die GLP trat in 17 Kreisen zur Wahl an. 154 Frauen kandidierten für ein Mandat, was einem Frauenanteil von 31.4 Prozent entspricht.

Da das neue Wahlsystem in der Regel eher den kleineren Parteien einen Vorteil verschafft, war die bisher stärkste Fraktion im Parlament, die Mitte, unter Druck. Die Partei hielt seit der Fusion der CVP und der BDP 47 Sitze im 120-köpfigen Parlament. Die deutlich stärkste Kraft im Grossen Rat war denn auch die einzige Partei, die sich nicht für das neue Wahlsystem ausgesprochen hatte. Stattdessen hatte die Mitte bei der Volksabstimmung Stimmfreigabe beschlossen. Eine von RTR in Auftrag gegebene und von Sotomo durchgeführte Umfrage, die rund einen Monat vor den Wahlen veröffentlicht wurde, zeigte, dass neben der Mitte auch die zweitstärkste Kraft im Parlament, die FDP, zahlreiche Sitze verlieren könnte. Die anderen Parteien waren demnach auf dem Weg zu Sitzgewinnen. Insbesondere die Grünen erhofften sich, dank dem neuen Wahlsystem sowie dank ihrer gemeinsamen Liste mit der SP endlich den Sprung ins Parlament zu schaffen. Die SVP, die beim Wahlkampfauftakt Besuch von Bundesrat Ueli Maurer erhielt, könne laut der Umfrage ihre Sitze mehr als verdoppeln und vielleicht sogar zur Mitte aufschliessen. Schliesslich sah die Umfrage auch die GLP als Gewinnerin des Wahlsystems. Allerdings würde sie trotz des Systemwechsels ihr Potenzial nicht ganz ausschöpfen können, da sie in vielen Wahlkreisen nicht zur Wahl stand.

Am 15. Mai endete ein von Zeitungen als «sehr brav» bezeichneter Wahlkampf. Der laue Wahlkampf stand im starken Kontrast zur Heftigkeit der Verschiebungen der Stärkeverhältnisse am Wahlsonntag: Die Mitte verlor 19 Sitze gegenüber den Wahlen von vor vier Jahren und kam neu noch auf deren 34. Immerhin blieb die Partei trotz der grossen Verluste stärkste Kraft im Parlament, mit 28.0 Prozent der Stimmen. Die FDP (22.0% Stimmenanteil) verlor 9 Mandate und besetzt damit noch 27 Sitze im Grossen Rat. Knapp dahinter, mit je 25 Sitzen, platzierten sich die SVP (+16 Sitze; 21.1%) und die SP (+7 Sitze; 19.4%). Die GLP (6.1%) steigerte sich um 4 Sitze auf neu 7 Mandate. Die Grünen (3.4%) holten 2 Sitze und zogen damit erstmals ins Bündner Kantonalparlament ein.

Die Stimmbeteiligung betrug 38.4 Prozent. Exakt ein Drittel der Personen im neugewählten Parlament waren Frauen. Damit stieg der Frauenanteil gegenüber den letzten Wahlen um ganze 11.7 Prozentpunkte. Fast die Hälfte der Grossräte und Grossrätinnen, 55 von 120, zogen neu in den Rat ein. 27 Bisherige hatten ihren Sitz nicht verteidigen können. Zwölf Bisherige schieden aus, obwohl sie in ihren Wahlkreisen mehr Stimmen erhalten hatten als gewählte Personen – ein Nebeneffekt des neuen Wahlsystems. Verschiedene Zeitungen übertrafen sich mit Formulierungen, wonach das neue Wahlsystem «Erdrutsche» oder einen «Schock» ausgelöst und das Parlament «umgeflügt» habe.¹⁸

Wahlen in kantonale Regierungen

WAHLEN
DATUM: 21.04.1978
JEAN-FRÉDÉRIC GERBER

Aux **Grisons** les cinq sièges du **Conseil d'Etat** ont été renouvelés en avril. Il a fallu deux tours de scrutin pour élire les cinq candidats bourgeois opposés à un candidat socialiste (le PS cherchait à récupérer son mandat perdu en 1971). C'est sans surprise que les partis bourgeois l'ont finalement emporté.¹⁹

WAHLEN
DATUM: 25.04.1982
FRANÇOIS DA POZZO

Anders im Kanton **Graubünden, wo es zu einem verhältnismässig bewegten Wahlkampf um die Zusammensetzung dieser Behörde (Regierungsrat) kam.** Entgegen allen Prognosen war es denn auch einem der vier erneut kandidierenden Regierungsräte nicht möglich, die Wiederwahl im ersten Anlauf zu schaffen. Einer der bisherigen SVP-Vertreter musste sich deshalb zusammen mit den beiden Neubewerbern um das freigewordene Regierungsmandat einem zweiten Wahlgang stellen. Dabei zog der sozialdemokratische Kampfkandidat, Nationalrat M. Bundi, einmal mehr den kürzeren, wenn auch wesentlich knapper als 1978.

T. Kuoni musste aufgrund der Amtszeitbeschränkung zurücktreten. Neu gewählt wurde sein SVP-Parteikollege C. Brändli.²⁰

WAHLEN
DATUM: 06.04.1986
KATRIN HOLENSTEIN

In **Graubünden, wo zwei Regierungsräte zu ersetzen waren, scheiterte der sozialdemokratische Angriff auf die bürgerliche Alleinherrschaft in der Exekutive einmal mehr.** Als zweitstärkste Partei bei den Nationalratswahlen 1983 machte die SP der damals auf dem dritten Rang platzierten SVP die Doppelvertretung in der Exekutive streitig und schickte zum dritten Mal Martin Bundi ins Rennen um einen der fünf Regierungssitze. Im ersten Wahlgang wurden die drei Bisherigen gewählt, wobei Nationalratspräsident Bundi als vierbester deutlich vor seinen Konkurrenten Joachim Caluori (cvp) und Luzi Bärtsch (svp) lag. In einem Kopf-an-Kopf-Rennen siegten jedoch in der zweiten Runde die nun auch von der FDP unterstützten bürgerlichen Kandidaten.

Während Otto Largiadèr (svp) aufgrund der Amtszeitbeschränkung zurücktreten musste, verzichtete Bernardo Lardi (cvp), gegen den eine Strafuntersuchung wegen mutmasslicher Verletzung der «Lex Furgler» lief, auf eine erneute Kandidatur.²¹

WAHLEN
DATUM: 11.03.1990
MATTHIAS RINDERKNECHT

Die im Gegensatz zum Parlament alle vier Jahre stattfindenden Wahlen für die Regierung des Kantons Graubünden endeten mit einem **bürgerlichen Wahlsieg:** Die SP, welche seit 1971 keinen Regierungsrat mehr stellen konnte, schaffte den Einzug – als Ersatz für den aufgrund der Amtszeitbeschränkung auf zwölf Jahre zurücktretenden freisinnigen Reto Mengiardi – nicht. Im ersten Wahlgang erreichten nur drei der vier bisherigen Regierungsräte das absolute Mehr. Am besten schnitt der Vorsteher des Erziehungs-, Kultur- und Umweltschutzdepartementes, Joachim Caluori (cvp), ab; ihm folgten die beiden SVP-Vertreter Christoffel Brändli und Luzi Bärtsch. Im zweiten Wahlgang wurden der Bisherige Aluis Maissen (cvp) sowie der neu antretende Kandidat der FDP, Peter Aliesch, gewählt. Für seinen sozialdemokratischen Herausforderer, Martin Jäger, wurde die erst für den zweiten Wahlgang eingereichte Kandidatur des Vertreters der Demokratisch-sozialen Partei, Schimun Vonmoos, zu einem zusätzlichen Hindernis: Jäger musste sich mit nur knapp 500 Stimmen mehr als im ersten Wahlgang begnügen, womit er über 4500 Stimmen weniger als Aliesch erhielt.²²

WAHLEN
DATUM: 13.03.1994
EVA MÜLLER

Bei den Gesamterneuerungswahlen der Bündner Regierung erreichten im ersten Wahlgang nur die drei Bisherigen Peter Aliesch (fdp), Joachim Caluori (cvp) und Luzi Bärtsch (svp) das absolute Mehr. Ein für sie **enttäuschendes Resultat** erreichte die zuvor als chancenreich gehandelte, aber im Wahlkampf stark angegriffene **sozialdemokratische Kandidatin Anna Ratti**, die deshalb nicht zum zweiten Wahlgang antrat. Somit bleibt die **SP weiterhin, und das seit 1971, von der kantonalen Exekutive ausgeschlossen**. Im zweiten Wahlgang wurden erwartungsgemäss auch der Bisherige Aluis Maissen (cvp) und der Neue Klaus Huber (svp) gewählt, welcher den zurücktretenden Christoffel Brändli (svp) ersetzt. Die Beteiligung im zweiten Wahlgang war mit 16,3% mager, weil die zwei Regierungssitze nach dem Rückzug von Anna Ratti konkurrenzlos bereitstanden.²³

WAHLEN
DATUM: 05.04.1998
URS BEER

Bei den Bündner Regierungsratswahlen vom 15. März stand die Frage im Zentrum, ob es der durch eine starke SP-Kandidatur herausgeforderten CVP gelingen würde, ihre traditionelle Doppelvertretung in der fünfköpfigen Kantonsregierung zu behaupten und damit deren rein bürgerliche Zusammensetzung (2 cvp, 2 svp, 1 fdp) für eine weitere Amtsperiode sicherzustellen. Zum ersten Mal seit 1978 standen in Graubünden Regierungsratswahlen an, bei welchen gleich drei von fünf Sitzen zwingend neu zu besetzen waren, weil die Kantonsverfassung Amtszeiten von höchstens zwölf Jahren vorsieht. Die CVP musste ohne Bisherige antreten und sah ihre Position nach turbulent verlaufenden Nominationswahlen und einem verpatzten Wahlauftakt weiter geschwächt. Die SP, die bisher nur ein einziges Mal in der Exekutive vertreten war, trat mit dem moderaten Churer Rechtsanwalt und Grossrat Claudio Lardi an, der nach einer langen Wahlkampagne namentlich auch in den italienischsprachigen Tälern seiner Südbündner Heimat auf Unterstützung zählen konnte. Als einzige Kandidatin wurde **Eveline Widmer-Schlumpf** von der **SVP**, Tochter des ehemaligen Bundesrates Leon Schlumpf, schon **im ersten Wahlgang** gewählt. Damit gelang ihr als **erster Frau** der Sprung in die **Bündner Exekutive**. Alle anderen Kandidierenden, selbst die amtierenden Regierungsräte Huber (svp) und Aliesch (fdp) scheiterten am absoluten Mehr und mussten im zweiten Wahlgang nochmals antreten. Der sozialdemokratische Kandidat landete auf dem dritten Platz, während die CVP die eigentliche Verliererin des Wahlganges war. Ihre Hoffnung auf einen bürgerlichen Schulterchluss für die Besetzung der verbleibenden vier Sitze sollten sich nicht erfüllen, nachdem die SVP einen solchen abgelehnt hatte. Im zweiten Wahlgang setzte sich der **Sozialdemokrat Lardi** wie im Vorfeld erwartet mit dem besten Resultat durch und **nahm der CVP einen Sitz ab**. Auf den weiteren Plätzen folgten der Bisherige Klaus Huber (svp), gefolgt vom ersten CVP-Vertreter Stefan Engler (neu) und dem weiteren Bisherigen Peter Aliesch (fdp). Der zweite CVP-Kandidat, Martin Cabalzar, der schon im ersten Wahlgang schlecht abgeschnitten hatte, schied mit deutlichem Rückstand aus. Damit setzt sich die neue **Bündner Regierung aus zwei SVP, einem CVP, einem FDP sowie einem SP** zusammen. Die Wahlbeteiligung betrug im ersten Wahlgang 37%, im zweiten 35,7%.²⁴

WAHLEN
DATUM: 24.03.2002
MAGDALENA BERNATH

Wegen der Amtszeitbeschränkung von zwölf Jahren konnte der umstrittene Regierungsrat Peter Aliesch, ehemals FDP, nicht mehr für eine weitere Amtsperiode kandidieren. Im Zentrum der Wahlen vom Frühling stand die Frage, ob die CVP mit einer Zweierkandidatur von der Affäre Aliesch profitieren und ihren vor vier Jahren an die SP verlorenen Sitz auf Kosten der FDP zurückerobern könne. Im ersten Wahlgang wurden mit Stefan Engler (cvp) und Eveline Widmer-Schlumpf (svp) nur zwei der vier amtierenden Regierungsräte wieder gewählt; Klaus Huber (svp) und Claudio Lardi (sp) blieben knapp unter dem absoluten Mehr. Bei den Bewerbern um die Nachfolge Aliesch lag Martin Schmid (fdp) vor Aldo Tuor (cvp). Darauf zog die CVP ihre Kandidatur zurück. Bei einer Stimmbeteiligung von lediglich 24,8% wurden im zweiten Wahlgang **Claudio Lardi (sp), Klaus Huber (svp) und Martin Schmid (fdp)** gewählt.²⁵

WAHLEN
DATUM: 21.05.2006
STEPHAN SCHOENHOLTZ

Die Wahlen im Mai standen im Zeichen des Wiederantritts aller Bisherigen zur Bestätigung in ihren Regierungsämtern. So führten die fünf Mitglieder des Bündner Regierungsrats weniger gegen- als miteinander Wahlkampf. In Abwesenheit von Herausforderern wurde die **Regierung im ersten Wahlgang vollständig wiedergewählt**. Wie 2002 konnten Stefan Engler (cvp) und Eveline Widmer-Schlumpf (svp) in dieser Reihenfolge die besten Ergebnisse erzielen, deutlich vor Hansjörg Trachsel (svp) und Martin Schmid (fdp). Mit einigem Abstand schnitt Claudio Lardi (sp) am schlechtesten ab; er hatte aufgrund seiner Schulreformen heftig in der Kritik gestanden. Entsprechend der Absehbarkeit der Ergebnisse lag die Wahlbeteiligung bei lediglich

24,4%.²⁶

WAHLEN
DATUM: 13.06.2010
MARC BÜHLMANN

Die Regierungsratswahlen in Graubünden standen ganz **im Zeichen der Auseinandersetzungen zwischen BDP und SVP**. Die BDP, mit zwei Regierungssitzen gemessen am Sitzanteil im Kantonsparlament übervertreten, trat mit den beiden Bisherigen Barbara Janom Steiner und Hansjörg Trachsel an. Die SVP, die aufgrund des Parteiwechsels der beiden BDP-Kandidierenden ihre beiden Regierungssitze verloren hatte, wollte mit Hilfe von Heinz Brand einen Sitz zurückgewinnen. Auch die CVP war auf Sitzeroberung aus und griff mit Barla Cahannes und Mario Cavigelli den vor zwölf Jahren an die SP verlorenen zweiten Regierungssitz an. Ihr bisheriger Regierungsrat Stefan Engler durfte infolge Amtszeitbeschränkung nicht mehr antreten. Die SP ihrerseits versuchte, ihren durch den ebenfalls aufgrund der Amtszeitbeschränkung erfolgten Rücktritt von Claudio Lardi vakant gewordenen Sitz mit Martin Jäger zu verteidigen. Die FDP schliesslich schickte ihren amtierenden Regierungsvertreter Martin Schmid ins Rennen. Das Kandidatenfeld wurde von den Grünliberalen Jürg Kappeler und Josias F. Gasser sowie vom parteilosen ehemaligen kantonalen Kulturbeauftragten Christian Brosi komplettiert. Insgesamt bewarben sich zehn Kandidatinnen und Kandidaten um die fünf Regierungssitze. Die Ausgangslage galt verglichen mit den Wahlen 2006, zu denen nur die fünf Bisherigen angetreten waren, als äusserst spannend. Einige Wellen warf der Suizid des Polizeikommandanten und WEF-Sicherheitschefs Markus Reinhardt. Dieser habe ein Alkoholproblem gehabt und sei von der verantwortlichen Justizdirektorin Janom Steiner zu lange geschützt worden, hiess es. Der Sitz der BDP-Regierungsrätin, den sie 2008 – damals noch als SVP-Vertreterin – durch Nachrutschen von ihrer Vorgängerin Eveline Widmer-Schlumpf übernommen hatte, galt als gefährdet. Zusätzlich brisant war der Umstand, dass der SVP-Kandidat Brand als Chef der Fremdenpolizei Janom Steiner unterstellt war. Der Wahlkampf wurde aggressiv geführt und zahlreiche Berner Politprominenz machte ihre Aufwartung, um die Kandidatinnen und Kandidaten der eigenen Partei zu unterstützen. Insbesondere die SVP hatte die Regierungsratswahlen im Kanton Graubünden zur Prestigesache erklärt.

Allerdings blieben ihre Bemühungen ohne Erfolg. Es zeigte sich, dass Majorzwahlen, bei denen Köpfe und nicht Parteien gewählt werden, für die SVP nach wie vor ein Handicap darstellen. Entsprechend wurden die drei Bisherigen (Schmid, Janom Steiner, Trachsel) und die zwei Neuen der etablierten Parteien Mario Cavigelli (cvp) und Martin Jäger (sp) im ersten Wahlgang gewählt. **Weder der Angriff der CVP auf einen zweiten Sitz noch derjenige der SVP gelangen.** Cahannes und Brand lagen beide mehr als 1700 Stimmen hinter dem fünftplatzierten Jäger. Die Stimmbeteiligung betrug 36.2%.²⁷

WAHLEN
DATUM: 01.01.2014
MARC BÜHLMANN

Gleichzeitig zu den Gesamterneuerungswahlen für die kantonalen Parlamente standen in den **Kantonen Bern, Obwalden, Nidwalden, Zug und Graubünden** auch die Exekutivwahlen an. Im Kanton Glarus wurde die Regierung rund vier Monate vor dem Parlament bestellt. In fünf der sechs Kantone wurde die Regierungszusammensetzung bestätigt. Einzig in Glarus wurde eine amtierende SP-Regierungsrätin von der SVP verdrängt. Die Glarner Regierung ist damit ab 2014 rein bürgerlich zusammengesetzt. Erfolgreiche Angriffe ritt die SVP in den Kantonen Bern und Nidwalden, wo sie ihre bestehenden Mandate ausbauen, sowie in den Kantonen Graubünden und Obwalden, wo sie erstmals in die Regierung einziehen wollte. Die Angriffe scheiterten in allen vier Kantonen – in Bern allerdings nur sehr knapp. Der Kanton Obwalden bleibt für die SVP damit ein weisser Fleck, was die Regierungsbeteiligung angeht. Die Regierungszusammensetzung im Kanton Nidwalden blieb zwar letztlich gleich, dort wurde aber ein amtierender Regierungsrat der CVP abgewählt. Im Kanton Graubünden vermochte die BDP ihre beiden Sitze zu halten und im Kanton Bern wurde die links-grüne Mehrheit ein weiteres Mal verteidigt – allerdings nur dank des garantierten Sitzes der französischsprachigen Minderheit. Die SP musste nicht nur die Abwahl aus der Glarner Regierung verkraften – nach über 72 Jahren Regierungsbeteiligung – sondern sie scheiterte auch mit ihrem Versuch, den vor acht Jahren verlorenen Regierungssitz im Kanton Zug zurückzuerobern.

Werden die Verschiebungen aufgrund der Ersatzwahlen, die 2014 in drei Kantonen durchgeführt werden mussten (BS, NE, TG), berücksichtigt, verteilen sich die total 156 kantonalen Regierungsratssitze per Ende 2014 wie folgt auf die Parteien: Die **FDP** blieb mit im Vergleich zu Ende 2013 unveränderten 42 Sitzen die stärkste Kraft in den kantonalen Exekutiven. Sie hielt 26.9% aller Regierungsmandate. Auch die **CVP** blieb

unverändert bei einem Viertel aller Sitze (39; 25%) zweitstärkste Regierungskraft. Die **SP**, die zwar 2014 einen Sitz verloren hatte, hatte nach wie vor knapp mehr als jedes fünfte Regierungsmandat inne (32 Sitze, 20,5%). 14,1% aller Regierungssitze besetzte Ende 2014 die **SVP**, die also gemessen an ihrer Wählerstärke in den kantonalen Regierungen nach wie vor eher untervertreten ist. Die **Grünen** hielten neun Sitze und die restlichen 12 Sitze verteilten sich auf die BDP (4), Parteilose (3), die Lega (2) sowie die CSP, das MCG und die LP (je ein Sitz). Trotz verschiedentlichen Angriffen schaffte es die GLP auch 2014 nicht in eine kantonale Regierung – bei den Ersatzwahlen in Basel-Stadt scheiterte sie allerdings nur knapp.

Im Vergleich zu Ende 2013 konnten die **Frauen wieder um einen Regierungssitz zulegen**. Zwar wurde im Kanton Glarus mit Christine Bickel (sp) eine Frau abgewählt und mit Marianne Dürst Benedetti (fdp, GL) und Esther Gasser Pfulg (fdp, OW) waren 2014 zwei Frauen zurückgetreten, weil Bickel aber durch Marianne Lienhard (svp, GL) und Gasser-Pfulg durch Maya Büchi (fdp, OW) ersetzt wurde und im Kanton Thurgau mit Carmen Haag (cvp, TG) bei Ersatzwahlen eine Frau in die Regierung gewählt wurde, hielten die Frauen neu 36 der schweizweit 156 Regierungssitze (23,1%). Ende 2014 sass damit in allen Kantonen mindestens eine Frau in der Regierung, in sieben Kantonen (ZH, BE, UR, NW, FR, SH, TG) besetzten Frauen jeweils zwei Sitze und im Kanton Waadt ist die Regierung mehrheitlich weiblich (4 Sitze). Die meisten Regierungsrätinnen stellte die SP (13), deren Exekutivämter zu 40,6% durch Frauen besetzt waren. Bei der FDP waren 10 kantonale Exekutivmitglieder weiblich, wobei dies einem innerparteilichen Frauenanteil von 23,8% entsprach – weniger als bei den Grünen, die mit vier Regierungsrätinnen einen innerparteilichen Frauenanteil von 44,4% erreichten. Ebenfalls nur vier der allerdings total 39 Regierungsmandate stellte die CVP (10,3%), die damit eine noch schlechtere Frauenquote aufwies als die SVP (3 Regierungsrätinnen; 13,6%).

WAHLEN
DATUM: 18.05.2014
MARC BÜHLMANN

Als einzige Partei hielt die **BDP** vor den Gesamterneuerungswahlen im Mai 2014 **zwei Sitze im Bündner Regierungsrat**. Mindestens einer dieser beiden Sitze stand allerdings auf dem Spiel, da sich einer der beiden bisherigen BDP-Exekutivmitglieder, nämlich Hansjörg Trachsel, altershalber nicht mehr zur Verfügung stellte; Trachsel hatte drei Amtsperioden hinter sich und hätte aufgrund der Amtszeitbeschränkung nicht mehr antreten dürfen. Die BDP versuchte diesen freien Sitz zwar mit ihrem Kantonalpräsidenten Jon Domenic Parolini zu verteidigen, die in Graubünden nach der Abspaltung der BDP im Jahr 2008 neu gegründete SVP schickte sich allerdings ebenfalls an, eine Regierungsbeteiligung zu erlangen. Die Volkspartei schickte ihr Aushängeschild, den Bündner Nationalrat Heinz Brand ins Rennen. Brand hatte sich nicht nur auf nationaler Ebene einen Namen gemacht, seit er 2011 glanzvoll ins eidgenössische Parlament gewählt worden war, sondern er hatte auch 25 Jahre lang das Bündner Migrationsamt geleitet und war seit 2012 Kantonspräsident der SVP. Nicht wenige Stimmen zählten ihn gar zu einem möglichen Bundesratskandidaten der SVP. Brand war allerdings bereits bei den letzten Regierungsratswahlen erfolglos angetreten. Auch die GLP wollte sich am Kampf um den frei werdenden Regierungsratssitz beteiligen. Für die Grünliberalen trat Grossrat Jürg Kappeler an. Die Nomination Kappelers diente vor allem auch dazu, Präsenz für die gleichzeitig stattfindenden Parlamentswahlen zu markieren. Auch Kappeler bewarb sich bereits zum zweiten Mal für ein Regierungsamt. Neben den drei neuen Kandidierenden traten die vier bisherigen Bündner Exekutivmitglieder wieder an. Die Wiederwahl von Barbara Janom Steiner (bdp), Mario Cavigelli (cvp), Christian Rathgeb (fdp) und Martin Jäger (sp) galt als ungefährdet. Die Bündner Regierungswahlen verhiessen auch deshalb Spannung, weil deren Ausgang einen Einfluss auf die 2015 anstehenden Nationalratswahlen haben könnten. Bei der BDP hatte Hansjörg Hassler seinen Rücktritt angekündigt und Parolini wäre wohl als Nachfolger vorgesehen gewesen. Auch die SVP müsste für die eidgenössischen Wahlen einen Ersatz für Brand suchen, sollte dieser in die Bündner Regierung gewählt werden. Eine Umfrage der "Südostschweiz" bei rund 1000 Bündnerinnen und Bündnern etwa drei Monate vor den Wahlen zeigte einen hohen Rückhalt für Barbara Janom Steiner (bdp) und Mario Cavigelli (cvp). Christian Rathgeb (fdp) und Martin Jäger (sp) lagen in der abgefragten Wählergunst leicht abgeschlagen, aber noch vor Heinz Brand (svp), der wiederum Jon Domenic Parolini (bdp) knapp hinter sich liess. Die Umfrage zeigte auch, dass Wirtschafts- und Tourismusfragen die potenziellen Wählerinnen und Wähler am meisten umtrieben, Bereiche für welche laut Umfrage die BDP als beste Problemlöserpartei betrachtet wurde. Für etwas Wirbel im ansonsten sehr flauen Wahlkampf sorgte ein Inserat der Bündner Wirtschaftsverbände, die nicht nur die Kandidierenden der CVP, der FDP und der BDP, sondern auch Heinz Brand von der SVP zur Wahl empfahlen, nicht aber die GLP und auch nicht – was weniger erstaunt – die SP.

Die GLP empörte sich darüber, dass die Wirtschaft mit den Befürwortern der Masseneinwanderungsinitiative gleiche Sache mache und die SP warf den Verbänden einseitige Politik vor. Jürg Michel, Direktor des Bündner Gewerbeverbandes, erklärte die Nichtberücksichtigung der GLP damit, dass diese mitgeholfen habe, das Bündner Olympiaprojekt zu versenken und nicht als bürgerliche Partei betrachtet werde. Ziel der Wirtschaft sei eine bürgerliche Regierung ohne SP-Beteiligung. Zwei Wochen vor den Wahlen zeigten die Resultate einer neuerlichen Umfrage ein leicht verändertes Bild. Zwar lagen auch hier die Bisherigen vorn, Parolini hatte allerdings Brand überholt. Alle Kandidierenden hatten mit Ausnahme des SVP-Kandidaten Brand im Vergleich zur Februar-Umfrage Stimmen hinzugewonnen. Die "Südostschweiz" interpretierte das schlechte Abschneiden Brands mit dessen Engagement für die Masseneinwanderungsinitiative, mit der nicht nur die Wirtschaft, sondern auch die Tourismusregion Graubünden geschwächt werde. Die Umfrage zeigte weiter, dass Brand lediglich von Anhängern seiner eigenen Partei und von der FDP Stimmen erhielt. Tatsächlich schienen die Umfrageresultate gute Prädiktoren für die Wahlen vom 18. Mai zu sein. Neben den vier Bisherigen schaffte es nämlich Jon Domenic Parolini in die Bündner Regierung und **verteidigte damit den zweiten BDP-Sitz gegen die SVP erfolgreich**. Zwar übersprang auch Heinz Brand (svp) das absolute Mehr (17'417 Stimmen), mit seinen 20'619 Stimmen lag er aber fast 5'000 Stimmen hinter Parolini (25'309 Stimmen), der gar noch Martin Jäger (sp, 22'575 Stimmen) überholte. Eine Bestätigung der Umfragen zeigte sich auch in der problemlosen Wiederwahl von Barbara Janom Steiner (bdp, 32'666 Stimmen) und Mario Cavigelli (cvp, 32'057 Stimmen), die vor Christian Rathgeb (fdp, 27'009 Stimmen) an die Spitze gesetzt wurden. Keine Chance hatte Jürg Kappeler (glp), der von 9'218 Wählerinnen und Wählern unterstützt wurde. Die Wiederwahl der Bisherigen wurde als Wunsch nach Stabilität interpretiert. Parolinis gutes Abschneiden sei zudem mindestens zum Teil Brand geschuldet, da all jene, welche dem SVP-Nationalrat die Masseneinwanderungsinitiative übel genommen hätten, für den BDP-Präsidenten gestimmt hätten.²⁸

WAHLEN
DATUM: 10.06.2018
ANDREA DENZ

Bei den **Erneuerungswahlen** für den fünfköpfigen **Regierungsrat** im **Kanton Graubünden**, mussten zwei abtretende Exekutivmitglieder ersetzt werden. Barbara Janom Steiner von der BDP blieb aufgrund der Amtszeitbeschränkung nichts anderes übrig, als auf eine erneute Kandidatur zu verzichten. SP-Regierungsrat Martin Jäger hingegen entschied sich freiwillig zum altersbedingten Gang in den Ruhestand. Die Amtsinhaber Christian Rathgeb (FDP), Mario Cavigelli (CVP) und Jon Domenic Parolini (BDP) hatten sich hingegen die Verteidigung ihrer Mandate zum Ziel gesetzt. Die CVP ergänzte ihren Wahlvorschlag mit einem Herausforderer: sie beabsichtigte mit ihrem Fraktionspräsidenten Marcus Caduff einen zweiten Sitz zu erobern. Die Bürgerlich-Demokraten wollten lediglich den Sitz der abtretenden Regierungsrätin Janom Steiner bewahren. Sie schickten dafür ihren Präsidenten Andreas Felix ins Rennen. Für die SP sollte Gewerkschafter Peter Peyer das Mandat Jägers in den eigenen Reihen behalten. Schliesslich peilte auch die SVP die ersehnte Rückkehr in die Exekutive an. Diese sollte der Polizeikommandant des Kantons Graubünden, Walter Schlegel, bewerkstelligen. Ursprünglich hatte man bei der SVP und auch bei der FDP mit einem Zweierticket geliebäugelt. Schlussendlich verwarfen aber beide Parteien dieses Vorhaben. Die Grünliberalen verzichteten ebenfalls auf eine im Vorjahr noch in Betracht gezogene Kandidatur.

In diesem rein männlichen Kandidatenreigen schienen die drei Bisherigen zunächst die besten Chancen auf eine Wiederwahl zu besitzen. Das Rennen um die zwei freiwerdenden Sitze präsentierte sich hingegen äusserst offen, obschon SP-Mann Peyer und SVP-Kandidat Schlegel in den Prognosen leicht favorisiert wurden. Deren Wahl hätte einer «fünf mal Eins»-Konstellation mit je einem Sitz für die grossen Parteien entsprochen.

Bevor der Wahlkampf aber überhaupt so richtig in die Gänge kam, erschütterte Ende April der Baukartellskandal die Bündner Politlandschaft. Die Wettbewerbskommission des Bundes machte publik, dass im Unterengadin hohe Bussen gegen mehrere Baufirmen verhängt worden seien, welche zwischen 1997 und 2012 untereinander Preisabsprachen durchgeführt hatten. Dabei ging es um insgesamt 350 bis 400 Aufträge und ein Bauvolumen von mindestens 100 Millionen Schweizer Franken. Die Aufdeckung des schweizweit grössten Falles von Bauabsprachen hatte insbesondere für BDP-Kandidat Andreas Felix schwerwiegende Konsequenzen. Dieser stand nämlich als Präsident dem Bündner Baumeisterverband vor. Zwar betonte er, nichts von den Absprachen gewusst zu haben, musste aber letztlich aus Glaubwürdigkeitsgründen auf seine Regierungsratskandidatur – und auch auf seine BDP-Präsidentschaft – verzichten. Der Skandal stellte den bis anhin recht unspektakulären Bündner Wahlkampf ziemlich

auf den Kopf. Neben Felix stand auch sein BDP-Parteikollege Parolini in der Kritik. Dieser amtierte zur besagten Zeit als Gemeindepräsident von Scuol und wurde offenbar auf mutmassliche Absprachen hingewiesen. Weil Parolini es aber unterlassen hatte, den Vorwürfen eine Untersuchung folgen zu lassen, musste er sich nun als tatloser Mitwisser in der Affäre verantworten. Nach dem Rücktritt von Felix plante man bei der BDP, es zunächst bei einer Einer-Kandidatur mit Parolini zu belassen. Kurz darauf kündigte die Partei aber an, doch nach einem zweiten Bewerber zu suchen – nur um einige Tagen später das Vorhaben erneut zu begraben, weil man in der kurzen Zeit keine Ersatzkandidatur aufbauen könne.

Dem Durcheinander bei der BDP zum Trotz, wurden wenig später aus den sechs verbliebenen Kandidierenden doch wieder deren sieben, da sich der Bündner Autor und Liedermacher Linard Bardill zu einem Antreten entschied. Bardill betrachtete es nach eigenen Aussagen als notwendig, dass nach dem Kartellskandal Menschen in die Regierung kämen, welche «nicht diesem Gemauschel angehören». Über politische Erfahrung verfügte der Sprengkandidat kaum. Er hatte sich vier Jahre zuvor lediglich für das Präsidium seiner Wohngemeinde Scharans beworben – jedoch ohne Erfolg. Die Kandidatur des kontroversen Künstlers weckte in der Bündner Öffentlichkeit zwar gewisse Sympathien, reelle Chancen wurden ihm aber nicht zugesprochen. Trotzdem war im Wahlkampf nun zu spüren, dass die anfängliche Unantastbarkeit der Amtsinhaber zu bröckeln schien – insbesondere was BDP-Regierungsrat Parolini betraf. Neben den Zweifeln an Parolinis Kandidatur war nach dem Verzicht von Andreas Felix auch klar, dass der zweite BDP-Sitz mit Sicherheit verloren gehen würde. Somit bekam das Szenario eines zusätzlichen CVP-Sitzes doch noch einigen Aufwind.

Eine repräsentative Umfrage der Forschungsstelle Sotomo sah denn in der Tat CVP-Kandidat Caduff hinter SP-Mann Peyer auf dem fünften Rang. Überraschend landete gar Liedermacher Bardill mit wenig Abstand auf Caduff – und noch vor SVP-Kandidat Schlegel – auf dem sechsten Platz. Dass sich die Amtsinhaber in der Umfrage allesamt behaupteten, dürfte bei der angeschlagenen BDP – trotz unklarer Aussagekraft der Analyse – für etwas Beruhigung gesorgt haben. SVP-Kandidat Schlegel war als Kommandant der Kantonspolizei aufgrund eines bekannt gewordenen Polizeieinsatzes gegen den Whistleblower der Kartell-Affäre, Adam Quadroni ebenfalls ins Rampenlicht geraten. Jedoch blieb stets unklar, ob der besagte Einsatz überhaupt mit der Affäre im Zusammenhang gestanden hatte. Die zahlreichen Enthüllungen und Mutmassungen zum Kartellskandal veranlassten GLP-Präsident Gaudenz Bavier gar dazu, eine Verschiebung der Wahlen zu fordern. Der Vorschlag einer Übergangsregierung war aber nicht nur schwer mit der Bündner Verfassung vereinbar, sondern stiess auch bei den meisten politischen Akteuren auf wenig Gehör.

Die Wahlen vom 10. Juni bescherten dann tatsächlich – der Umfrage im Vorfeld entsprechend – SP-Kandidat Peter Peyer und CVP-Mann Marcus Caduff den Einzug in den Regierungsrat. Caduff erzielte mit 18'960 Stimmen gar das drittbeste Resultat, gefolgt von seinem Grossratskollegen Peyer, welcher 18'466 Stimmen erhielt. Spitzenreiter waren zwei Amtsinhaber, nämlich FDP-Regierungsrat Christian Rathgeb (24'434 Stimmen) und CVP-Magistrat Mario Cavigelli (23'804 Stimmen). Ein regelrechtes Kopf-an-Kopf Rennen zeichnete sich um den fünften Sitz ab. Das bessere Ende für sich, behielt schliesslich doch noch der amtierende BDP-Regierungsrat Jon Domenic Parolini. Hatte dieser am Wahltag noch 68 Stimmen auf SVP-Herausforderer Walter Schlegel gehabt, schrumpfte der dünne Vorsprung mit der Nachzählung auf noch mickrigere 31 Stimmen. Laut Endresultat am darauf folgenden Freitag erhielt Parolini 15'867 und Schlegel 15'836 Stimmen. Auf dem siebten Rang folgte mit 12'206 Stimmen und einem ansehnlichen Resultat Linard Barill. In den Medien war nach dem Wahlsonntag von einem «Denkzettel» und einer «Quittung» für Parolini und dessen Partei, die BDP, zu lesen.

Mit dem Wahlkampfthema Nummer eins im Kanton, dem Baukartellskandal, musste nicht lange nach Erklärungen für das Beinahe-Ausscheiden der BDP aus der Bündner Regierung gesucht werden. Es zeigte sich zudem, dass Parolini die Wahl nur schaffte, weil er in seiner Heimatregion, dem Unterengadin, auf überdurchschnittlichen Rückhalt zählen konnte. Die SVP hingegen scheiterte einmal mehr am Versuch, wieder in den Regierungsrat einzuziehen. Einen Achtungserfolg erzielen konnte dagegen Linard Barill, der zwar chancenlos blieb, aber ein deutlich besseres Resultat als frühere «Protestkandidaturen» erzielte. Schliesslich konnte sich die CVP als Wahlsiegerin feiern lassen, welcher nach vielen schwierigen Jahren im Bündnerland eine Doppelbesetzung gelang. Dementsprechend setzt sich die Exekutive im Südostschweizer Kanton nun wie folgt zusammen: 2 CVP, 1 BDP, 1 SP und 1 FDP. Als früh absehbarer Wermutstropfen verblieb die fehlende Frauenbeteiligung im Regierungsrat, welche in den Medien bereits im Vorfeld beanstandet wurde.²⁹

Die **Bündner** Stimmberechtigten waren bei den kantonalen **Regierungswahlen 2022** aufgerufen, ihre neue Regierung zu wählen und dabei insbesondere die Nachfolge von zwei zurückgetretenen Regierungsmitgliedern zu bestimmen. Sowohl Christian Rathgeb (GR, fdp) als auch Mario Cavigelli (GR, mitte) durften aufgrund der im Kanton geltenden Amtszeitbeschränkung nach drei Amtszeiten nicht erneut kandidieren. Bei der FDP kam es bei der Nominierung für die Kandidatur zur Nachfolge von Rathgeb zu einer Überraschung: Der als Kronfavorit gehandelte Urs Marti (GR, fdp) unterlag parteiintern Martin Bühler (GR, fdp). Politische Erfahrung als Exekutiv- oder Legislativmitglied hatte Bühler zu dem Zeitpunkt noch keine vorzuweisen. Er war zuletzt Chef des Amtes für Zivilschutz und Militär in Graubünden und leitete während der Corona-Pandemie den kantonalen Krisenstab. In dieser Funktion wurde er durch seine Corona-Politik, die unter anderem darauf abzielte, durch Massentests einen Lockdown zu verhindern, national bekannt. Mit Grossrätin Vera Stiffler hatte sich auch eine Frau FDP-intern für die Nachfolge von Rathgeb beworben, um in das zuletzt rein männliche Regierungsgremium gewählt zu werden. Stiffler blieb bei den Delegierten jedoch chancenlos, was bei den FDP-Frauen Unverständnis und Enttäuschung auslöste.

In der Mitte-Partei war man sich anfangs uneins, ob überhaupt versucht werden sollte, den Sitz von Cavigelli zu verteidigen, oder ob man sich auf die Verteidigung der zwei anderen Mitte-Sitze – besetzt von Marcus Caduff (GR, mitte) und Jon Domenic Parolini (GR, mitte) – konzentrieren sollte. Caduff war bei den Regierungswahlen 2018 für die damalige CVP gewählt worden, Parolini für die BDP. 2021 hatten die beiden Parteien fusioniert und die Mitte war seither dreimal in der Regierung vertreten. Weil Parolini 2018 die Wiederwahl nur äusserst knapp geschafft hatte – mit einem Mini-Vorsprung von 31 Stimmen auf den sechsten Platz – sprachen sich einige ehemalige Mitglieder der BDP innerhalb der Mitte dafür aus, den dritten und nun vakanten Sitz nicht zu verteidigen, wie die Zeitung «Südostschweiz» berichtete. Stimmen aus der ehemaligen CVP seien derweil eher dafür gewesen, die Verteidigung des dritten Sitzes anzustreben, so die Zeitung. Schliesslich beschloss die Mitte, zu versuchen, den dritten Sitz zu verteidigen. Sie portierte dafür neben Caduff und Parolini die Ilanzer Gemeindepräsidentin und Grossrätin Carmelia Maissen (GR, mitte). Damit konnte die Partei auch dem parteiinternen und -externen Druck gerecht werden, eine Frau als Kandidatin für die bisher rein männliche Regierung aufzustellen.

Die SVP, die den Einzug in die Regierung 2018 nur äusserst knapp verpasst hatte, lancierte 2022 einen neuen Versuch: Sie nominierte den Gemeindepräsidenten von Trimmis, Grossrat und kantonalen Parteipräsidenten Roman Hug (GR, svp). Mit einer Wahl von Hug hätte die SVP erstmals seit der Abspaltung der BDP wieder einen Vertreter in der Bündner Regierung.

Die SP trat mit ihrem bisherigen Regierungsrat Peter Peyer (GR, sp), dem Vorsteher des Departements für Justiz, Sicherheit und Gesundheit, zur Wahl an. Mit Architekt Hans Vetsch kandidierte zudem ein Parteiloser für die Regierung. Als einzige im Grossen Rat vertretene Partei schickte die GLP niemanden ins Rennen um die Regierungssitze und konzentrierte sich stattdessen auf die gleichentags stattfindenden Grossratswahlen.

Nach einem «braven» Wahlkampf (Südostschweiz) waren die Regierungswahlen am 15. Mai 2022 eine klare Sache: Marcus Caduff holte 29'991 Stimmen und erzielte damit das beste Resultat aller Kandidierenden. Direkt hinter Caduff platzierte sich etwas überraschend bereits der neu kandidierende Martin Bühler (28'649 Stimmen). Sozialdemokrat Peyer (26'063) landete auf dem dritten Rang. Carmelia Maissen (25'145) schaffte ebenfalls den Einzug in die Regierung, womit nach vier Jahren Absenz auch wieder eine Frau einen Bündner Regierungssitz innehatte. Wie 2018 landete Jon Domenic Parolini (25'037) auf dem fünften Platz – diesmal allerdings mit viel komfortablerem Vorsprung auf Platz sechs. Zwar übertraf auch Roman Hug (18'926) das absolute Mehr von 17'278 Stimmen. Er blieb jedoch rund 6'000 Stimmen hinter dem fünften Regierungssitz und verpasste die Wahl somit deutlich. Somit stellt die Mitte auch weiterhin drei der fünf Regierungsmitglieder. Die SVP scheiterte auch im vierten Anlauf damit, nach der BDP-Abspaltung wieder in die Bündner Regierung einzuziehen. Der parteilose Hans Vetsch (3'500) blieb chancenlos. Die Wahlbeteiligung lag bei 39.2 Prozent.

Rund drei Wochen nach der Wahl nahm der Regierungsrat die **Departementsverteilung** vor. Dabei blieben alle Bisherigen bei ihren angestammten Dossiers – Marcus Caduff beim Departement für Volkswirtschaft und Soziales, Peter Peyer beim Departement für Justiz, Sicherheit und Gesundheit und Jon Domenic Parolini beim Erziehungs-, Kultur- und Umweltschutzdepartement. Martin Bühler übernahm das Departement für Finanzen und Gemeinden von Christian Rathgeb und Carmelia Maissen als Nachfolgerin von Mario Cavigelli das Departement für Infrastruktur, Energie und Mobilität.³⁰

Kantonale Ersatzwahlen

WAHLEN

DATUM: 26.09.2004
MAGDALENA BERNATH

Mitte Mai gab Regierungsrat **Klaus Huber (svp) seinen Rücktritt** auf Ende Jahr bekannt. Mit Mario Cavigelli, Anwalt aus Domat/Ems und Fraktionschef der CVP im Grossen Rat, versuchten die Christlichdemokraten, ihren vor sechs Jahren verlorenen zweiten Regierungssitz zurückzugewinnen. Die **SVP nominierte** den Wirtschafts- und Tourismuskreisen nahe stehenden Grossrat **Hansjörg Trachsel** aus Celerina, welcher sich klar gegen Nationalrat und Biobauer Hansjörg Hassler, der lange als Kronfavorit gegolten hatte, durchsetzte. Trotz aufwendigem Wahlkampf gelang es dem CVP-Vertreter in der Ersatzwahl von Ende September nicht, Hansjörg Trachsel von der SVP in Bedrängnis zu bringen. Cavigelli konnte zwar mit dem Oberland und Italienischbünden die traditionellen CVP-Hochburgen für sich gewinnen, brachte aber in Nordbünden keine Mehrheit hinter sich. Bei einer Stimmbeteiligung, die deutlich unter jener der eidgenössischen Vorlagen lag, bestätigten die Bündnerinnen und Bündner die aktuelle Zusammensetzung ihrer Regierung mit 2 SVP, 1 CVP, 1 FDP und 1 SVP.³¹

WAHLEN

DATUM: 30.03.2008
SABINE HOHL

Die Ausgangslage für die nach der **Wahl von Eveline Widmer-Schlumpf (svp) in den Bundesrat** nötig gewordene Ersatzwahl im Kanton Graubünden war klar. **Barbara Janom Steiner, Präsidentin der kantonalen SVP**, trat an. Es gab keine weiteren Kandidaturen innerhalb der SVP und die anderen Parteien verzichteten darauf, die SVP herauszufordern. Der einzige Gegenkandidat zu Janom Steiner war Willy Tochtermann (parteilos). SP und Grüne riefen dazu auf, leere Stimmzettel einzuwerfen. Eine besondere Situation ergab sich dadurch, dass Widmer-Schlumpf nach ihrer Wahl in den Bundesrat anstelle von Christoph Blocher von der nationalen SVP zum Parteiaustritt aufgefordert worden war. Die Bündner SVP wurde unter Druck gesetzt, Widmer-Schlumpf andernfalls aus der Partei auszuschliessen. Aus diesem Konflikt entstand später die neue BDP, der neben Widmer-Schlumpf auch Janom Steiner beitreten sollte. Bei einer Wahlbeteiligung von nur 15,7% wurde Janom Steiner gewählt. Sie erhielt 12'947 Stimmen. 5751 Stimmzettel waren leer, 1634 Stimmen gingen an Einzelstimmen (darunter Tochtermann, der nicht separat aufgeführt wurde).³²

WAHLEN

DATUM: 29.01.2012
MARC BÜHLMANN

Ende Januar wurde der Churer Grossrat **Christian Rathgeb (fdp) als Nachfolger des in den Ständerat gewählten und deshalb aus der Bündner Regierung zurückgetretenen Martin Schmid (fdp) gewählt**. Weil die anderen Parteien den Anspruch der FDP auf einen Sitz in der fünfköpfigen Kantonsregierung anerkannten, wurde kein Gegenkandidat aufgestellt. Entsprechend tief war mit 13,9% die Stimmbeteiligung. Schmid wurde mit 12'124 Stimmen bei einem absoluten Mehr von 6'592 Stimmen zwar deutlich gewählt, die 1058 Stimmen, die auf Diverse entfielen und vor allem die 4'821 leer eingelegten Stimmzettel wurden aber als Unmutszeichen interpretiert.³³

Eidgenössische Wahlen

WAHLEN

DATUM: 25.04.1982
FRANÇOIS DA POZZO

In mehreren Kantonen fanden **Erneuerungswahlen für den Ständerat** statt. Das herausragende Ergebnis dieser Neubestellungen bildete die Nichtbestätigung des amtierenden Ständeratspräsidenten durch die **Obwaldner** Landsgemeinde. Der abgewählte Christlichdemokrat, J. Dillier, war in seinem Heimatkanton als distanzierter Politiker bekannt, der im Vorfeld der Wahl auch wegen privater Rechtsstreitigkeiten zunehmend Diskussionsstoff geliefert hatte. Sein Sturz stellte offensichtlich für die dortige Bevölkerung keine so grosse Überraschung dar wie anderswo. Der Beweis dafür, dass es sich bei dieser Wegwahl mehr um eine Abrechnung mit der Person als um eine parteipolitische Angelegenheit gehandelt hatte, wurde darin erblickt, dass die Christlichdemokraten ihre Position bei der Neubesetzung des verwaisten Ständeratssitzes zu verteidigen vermochten. Nachdem Dillier bereits kurz nach dem negativen Entscheid seinen Verzicht auf eine Wiederkandidatur bekannt gegeben hatte, wurde sein Parteikollege, Regierungsrat W. Hophan, an der ausserordentlichen Landsgemeinde dem freisinnigen Herausforderer deutlich vorgezogen. Die übrigen Erneuerungswahlen brachten nicht nur keine parteipolitischen, sondern auch keine personellen Veränderungen in der Zusammensetzung der Kleinen Kammer. Während die bisherigen Amtsinhaber in **Graubünden, Nidwalden** und **Zug** nirgends ernsthaft bestritten waren, sorgte im Kanton **Glarus** die Sprengkandidatur einer Sozialdemokratin immerhin für eine wesentliche Belebung des Wahlgesehens.

GR: Wiedergewählt wurden die beiden Christlichdemokraten L. M. Cavelti und U.

Gadient.

NW: Von der Landsgemeinde für eine weitere Amtsperiode bestätigt wurde N. Zumbühl (cvp)

ZG: Wiedergewählt wurden M. Kündig (cvp) und O. Andermatt (fdp).

GL: Erneuert wurden die Mandate von P. Hefti (fdp) und H. Meier (cvp).³⁴

WAHLEN

DATUM: 20.10.1991

MATTHIAS RINDERKNECHT

In der **Ostschweiz** gehörten die SP, die Grünen und die AP zu den Gewinnern; auf der Verliererseite standen die CVP und die FDP. In St. Gallen eroberte die AP und die GP je einen Sitz. In Glarus ging der einzige Nationalratssitz von der SVP an die SP über. In Graubünden konnte die SP, dank einer Listenverbindung mit den Grünen, der CVP einen Sitz abnehmen. In Schaffhausen blieb die Sitzverteilung unverändert, obwohl die FDP, die CVP und die SP Wähleranteile zugunsten der AP und des Grünen Bündnisses verloren. Gleiches gilt in Bezug auf die Sitzverteilung auch für den Thurgau, wo insbesondere die CVP massiv Wähleranteile einbüsste.³⁵

WAHLEN

DATUM: 24.10.1999

DANIEL BRÄNDLI

Im Kanton **Graubünden** vermochten die im Listenverbund angetretenen SVP, CVP und FDP den Sozialdemokraten ein Mandat abzunehmen; es ging an die SVP. Bei den Wahlen im **Wallis** übertraf die erstmals antretende SVP mit einem Stimmenanteil von 9,0% die Erwartungen. Allerdings reichte dieses Resultat nicht zum Gewinn eines Sitzes. Die sieben Walliser Mandate gingen an die CVP (4), die SP (2) und die FDP (1), wobei die Sozialdemokraten der FDP, die im welschen Kantonsteil einen Einbruch erlitten hatte, einen Sitz wegschnappen konnten.³⁶

WAHLEN

DATUM: 19.10.2003

ROMAIN CLIVAZ

Les électeurs **grisons** ont choisi la stabilité en attribuant les cinq mandats aux même partis qu'en 1999, soit deux à l'UDC et un chacun aux PS, PRD et PDC. L'UDC a amélioré son résultat de 6,9 points à 33,9% et a ainsi consolidé sa place de premier parti du canton lors des élections nationales.³⁷

WAHLEN

DATUM: 21.10.2007

SABINE HOHL

Im **Kanton Graubünden** veränderte sich die parteipolitische Zusammensetzung der Nationalratsvertretung nicht. Es blieb bei der bisherigen Sitzverteilung 2 SVP, 1 SP, 1 CVP und 1 FDP. Innerhalb der FDP kam es aber zu einem Wechsel: Der Bisherige Jürg Michel wurde von Tarsizius Caviezel überrundet. Was die Stimmteile betrifft, so konnte die FDP zulegen (2003: 15,8%, 2007: 19,1%), ebenso wie die SVP (2003: 33,9%, 2007: 34,7%). CVP (-3,2 Prozentpunkte auf 20,3%) und SP (-1,2 Prozentpunkte auf 23,7%) verloren dagegen an Zuspruch. Die Grünen traten im Kanton Graubünden nicht an.³⁸

WAHLEN

DATUM: 23.10.2011

MARC BÜHLMANN

Gleich beide Ständeratssitze waren im **Kanton Graubünden** vakant. Christoffel Brändli (svp) und Theo Maissen (cvp) waren nach 16-jähriger Amtszeit zurückgetreten. Die CVP schickte ihren ehemaligen Regierungsrat Stefan Engler ins Rennen. Die SVP, die im Kanton Graubünden hinter der BDP die zweite Geige spielt und mit dem Sitzverlust rechnete, stellte nicht einmal mehr einen Kandidaten auf. Den so frei werdenden Sitz erobern wollte die FDP, die mit dem Finanzdirektor Martin Schmid antrat. Engler und Schmid erwuchs keine weitere Konkurrenz. Gegen die beiden politischen Schwergewichte wollten auch die SP und die BDP nicht kandidieren. So wurden die beiden einzigen Kandidierenden im ersten Wahlgang mit 37'454 Stimmen (**Engler**) bzw. 31'224 Stimmen (**Schmid**) gewählt. 10 310 Stimmen fielen auf Zanolari und Brand (beide svp), die in den letzten Wochen vor den Wahlen von einigen SVP-Anhängern in Inseraten für den Ständerat empfohlen wurden. Deren Stimmen und vor allem die rund 17'000 leer eingelegten Wahlzettel wurden als Protest gegen die im Gegensatz zu den Nationalratswahlen mangelnde Konkurrenz interpretiert.³⁹

WAHLEN

DATUM: 23.10.2011

MARC BÜHLMANN

Gleich drei Vakanzen für die total fünf Nationalratssitze verhiessen im **Kanton Graubünden** Spannung. Zurückgetreten waren Brigitta Gadient (bdp), Sep Cathomas (cvp) und Andrea Hämmerle (sp). Auf 15 Listen (2007: 13) bewarben sich 17 Frauen und 52 Männer für einen Sitz in Bern. Damit nahm die Zahl der Kandidierenden im Vergleich zu 2007 zwar leicht zu (61), der Frauenanteil aber markant ab (von 36,1% auf 24,6%). Im Kanton Graubünden kam es zu einer national einmaligen Listenverbindung zwischen SP, Grünen – die sich im Kanton unter dem Namen „Verda“ erst 2010 wieder neu gegründet

hatten – und der GLP. Ziel der Verbindung war die Eroberung einer der beiden BDP-Sitze. Die Verbindung der GLP mit dem linken Lager brachte den Grünliberalen heftige Kritik der bürgerlichen Parteien ein. So könne sie gleich das ‚L‘ aus ihrem Kürzel streichen. Zudem verbanden sich die SVP und die EDU, während sowohl FDP als auch CVP und BDP den Alleingang wählten, nachdem die Freisinnigen einer gemeinsamen Dreierliste eine Abfuhr erteilt hatten.

Die seit 1999 stabile Sitzverteilung geriet gehörig durcheinander. Die BDP erzielte 20,5% an Wählerstimmen, was ziemlich genau ihrem Sitzanteil im Kantonsparlament entsprach. Damit verlor sie allerdings einen der beiden Sitze, obwohl der wiedergewählte Hassler das beste Einzelresultat erzielte. Überraschend viele Wähleranteile (24,5%) sicherte sich die **SVP**, die sich Mitte 2008 in Graubünden neu konstituiert hatte und im Gegensatz zur BDP den strammen Zürcher Flügel vertrat. Mit diesem Anteil sicherte sich auch die SVP einen Sitz, der neu von Heinz Brand besetzt wurde. Zusammen holten sich die BDP und die SVP damit 45% Wähleranteil, was verglichen mit dem Anteil der damaligen SVP bei den Wahlen 2007 einer Zunahme von 10,3 Prozentpunkten entsprach. Darüber hinaus konnte neu auch die **GLP** mit 8,3% der Bündner Stimmen und dank der geschickten Listenverbindung einen Sitz gewinnen. Der umtriebige Josias Gasser, der 2008 auf Anhieb ins Stadtparlament von Chur und 2010 ins kantonale Parlament gewählt wurde, wird die Bündner GLP in Bern vertreten. Da auch die Grünen 2,2% Wähleranteil gewinnen konnten, mussten die restlichen vier Parteien insgesamt über 20% Wählerverluste unter sich verteilen. Am stärksten unter der Flurbereinigung zwischen BDP und SVP zu leiden hatte die FDP, die nur noch auf 11,9% der Stimmen kam und nicht nur 7,2 Prozentpunkte, sondern gleich auch noch ihren Sitz verlor. Dies war auch deshalb überraschend, weil die Freisinnigen bei den kantonalen Wahlen 2010 noch hatten zulegen können und sogar fraktionsstärkste Partei geworden waren. Mit der Abwahl von Tarzsius Caviezel verlor die FDP ihren seit 1919 ununterbrochen gehaltenen Bündner Sitz. Auch die CVP (16,6%, -3,7 Prozentpunkte) und die SP (15,6%, -8,1 Prozentpunkte) mussten massive Verluste in Kauf nehmen, beide Parteien konnten allerdings ihren jeweiligen Sitz halten. Für die CVP wurde Martin Candinas gewählt. Für die SP wurde die ehemalige Nationalrätin (1995-1999) Silva Semadeni wieder nach Bern geschickt. Die EDU büsste ebenfalls Terrain ein und kam neu noch auf 0,5% Wähleranteil (-1,1 Prozentpunkte). Die Wahlbeteiligung lag bei 45,1% und damit um einiges höher als noch 2007 (41,9%). Stabil blieb der Frauenanteil: seit 1999 schickt die Bündner Wahlbevölkerung eine Frau und vier Männer nach Bern.⁴⁰

WAHLEN
DATUM: 18.10.2015
ANDREA DENZ

Auf 15 verschiedenen Listen kämpften die Kandidierenden bei den **Nationalratswahlen im Kanton Graubünden** um die fünf begehrten Sitze. Bei gleichbleibender Listenzahl erhöhte sich die Zahl der Anwärterinnen und Anwärter leicht auf insgesamt 70 (2011: 69). Ausser bei den Grünliberalen ergänzten die Listen der jeweiligen Jungparteien jene der Mutterparteien. Die FDP trat zudem mit zwei („Liberal“ und „Wirtschaft“), und die SVP sogar mit drei Hauptlisten an („M“, „B“ und „International“). Mit den Patriotisch Liberalen Demokraten (PLD) komplettierte eine von zwei Sportgymnasiasten gegründete, rechtsbürgerliche Partei das Kandidatenfeld.

Dominantes Thema im Bündner Nationalratswahlkampf war zweifelsohne die Kandidatur der EMS-Chefin Magdalena Martullo-Blocher für die SVP. Der Antrittsentscheid der Tochter von SVP-Mäzen Christoph Blocher sorgte dafür, dass die Wahlen in der Südostschweiz starke nationale Medienaufmerksamkeit erhielten. Für Diskussionen sorgte dabei der Umstand, dass die Unternehmerin ihren Wohnsitz im zürcherischen Feldmeilen und nicht etwa im Kanton Graubünden hatte. Ihre Wahlchancen wurden aufgrund ihrer geringen lokalen Verankerung deshalb von einigen Medienexponenten als eher gering eingeschätzt. Ausser mit der Kleinpartei PLD ging die SVP keine ausserparteilichen Listenverbindungen ein. Zu verteidigen hatte die Volkspartei einen Sitz, nämlich jenen von Kantonalpräsident Heinz Brand. Mit ihrer Liste M (für Martullo) und ihrer Liste B (für Brand) machte die SVP klar, dass ihr Ziel für die Wahlen ein Sitzgewinn darstellte.

Gefährdet war insbesondere das Mandat des GLP-Nationalrats Josias Gasser. Die Grünliberalen hatten 2011 dank einer Listenverbindung mit der SP den Einzug in den Nationalrat geschafft. Vier Jahre später kam ihnen von den Sozialdemokraten jedoch wenig Gegenliebe entgegen, da sich diese von Gassers Bilanz in Bern enttäuscht zeigten. Gasser versuchte seinerseits, sich deutlich von links abzugrenzen, um eine Verbindung mit den anderen bürgerlichen Mitteparteien zu erreichen. Als er von diesen jedoch verschmäht wurde, blieb der GLP nichts anderes übrig als erneut eine Zweckehe mit der SP einzugehen. Bei den Sozialdemokraten und ihrer Nationalrätin Silva Semadeni sorgte dieser Verbund zwar ebenfalls für wenig Begeisterung, zumindest aber

erhöhten sich so rechnerisch die Chancen auf einen Sitzgewinn. Wohl entscheidender für die Listenverbindung war jedoch die erhoffte Verhinderung eines Sitzgewinnes der SVP.

Auf bürgerlicher Seite kam es zu einer breiten Koalition aus FDP, BDP und CVP, was in Graubünden seit langer Zeit die erste Verbindung dieser Art darstellte. Lange gab es auch Diskussionen über einen Anschluss der SVP. Diese Debatte wurde vor allem von der SVP selber forciert, welche einen solchen Zusammenschluss energisch forderte. Von Seiten der anderen bürgerlichen Parteien wurde verhalten über Verhandlungen mit der Volkspartei kommuniziert. Für Missmut sorgte die Drohung seitens der SVP, man würde die bisherigen Ständeräte von FDP und CVP mit einem eigenen Kandidaten konkurrenzieren, falls der Schulterchluss nicht zustande käme. Die bürgerlichen Parteien entschieden sich aber letztlich, ohne die SVP anzutreten. Ihre Koalition galt damit als aussichtsreichste Anwärterin auf die Eroberung des gefährdeten GLP-Sitzes. Dieser war der FDP bei den letzten Wahlen weggeschnappt worden und lag nun – laut Umfragen kurz vor der Wahl – für den Freisinn wieder in Reichweite. Der Sitz des bisherigen CVP-Nationalrats Martin Candinas galt als nicht gefährdet. Ebenso wenig wurde mit einer Nichtwahl des Engadiner BDP-Mannes Duri Campell gerechnet, welcher den zurücktretenden Hansjörg Hassler ersetzen sollte.

Der Wahltag endete mit einer eindeutigen Wahlsiegerin – der SVP. Die Partei konnte gegenüber den letzten Wahlen um 5.2 Prozentpunkte zulegen und kam neu auf 29.7% Wähleranteil. Dank diesem Glanzresultat und dem daraus resultierenden Sitzgewinn, schaffte Magdalena Martullo-Blocher tatsächlich den Einzug in den Nationalrat. Mit 18'901 Stimmen erreichte sie gar das drittbeste Resultat im Kanton. Leidtragender war – wie erwartet – der bisherige GLP-Nationalrat Josias Gasser. Seine Partei verlor zwar nur leicht (-0.4 Prozentpunkte), was aber für den Verlust seines Mandates ausreichte. Die Listenpartnerin SP gehörte mit einem Zuwachs auf 17.6% (+2 Prozentpunkte) ebenfalls zu den Wahlgewinnerinnen. Die Sozialdemokraten sind somit neu die zweitstärkste Kraft im Kanton. Ein Debakel erlitt die BDP, welche mit einem Verlust von 6 Prozentpunkten regelrecht abstürzte. Mit 14.6% Wähleranteil rutschte die Mittepartei damit vom zweiten auf den vierten Rang ab. Die CVP (16.8%, +0.2 Prozentpunkte) und die FDP (13.3%, +1.4 Prozentpunkte) konnten ihre Anteile leicht ausbauen. Insbesondere für die FDP war jedoch enttäuschend, dass sie den 2011 verlorenen Sitz nicht zurückerobern konnte. Die neue Bündner Delegation setzt sich damit folgendermassen zusammen: 2 SVP, 1 CVP, 1 BDP und 1 SP. Die Wahlbeteiligung stieg gegenüber 2011 um 0.9 Prozentpunkte leicht an (46%) und der Frauenanteil erhöhte sich durch die Wahl Martullo-Blochers auf 40% (2011: 20%).⁴¹

WAHLEN
DATUM: 18.10.2015
ANDREA DENZ

Im **Kanton Graubünden** traten anlässlich der **Ständeratswahlen** einzig die beiden Amtsinhaber zur Wahl an. Es handelte sich dabei um Stefan Engler von der CVP und Martin Schmid von der FDP. Gemäss Bündner Wahlrecht ist eine stille Wahl nicht vorgesehen, weswegen das Bündner Stimmvolk trotz faktisch fehlender Auswahlmöglichkeit an die Urne berufen wurde.

Für Aufregung sorgte im Hinblick auf die Wahl einzig die SVP. Sie drohte für den Fall eines Nichtzustandekommens einer umfassenden bürgerlichen Koalition anlässlich der Nationalratswahlen mit einer Ständeratskandidatur von Heinz Brand. Eine solche hätte den beiden Bisherigen durchaus gefährlich werden können. Ausserdem machte die SP klar, dass sie in einem solchen Fall ebenfalls mit einer Kandidatur antreten würde. Trotz der Absage an die SVP durch die anderen Parteien, setzte die Volkspartei ihre Drohung nicht in Taten um. Somit blieben Engler und Schmid die einzigen Bündner Anwärter aufs „Stöckli“.

Stefan Engler erreichte am Wahlsonntag mit 39'608 Stimmen das beste Resultat. Martin Schmid folgte ihm mit 35'926 Stimmen. Die befürchtete Flut von Leerstimmen blieb aus. 5'365 der 55'291 Wahlzettel waren leer eingelegt worden. Angesichts des fehlenden Charakters einer echten Auswahl konnte dies durchaus als positives Zeichen für die beiden amtierenden Ständeräte gewertet werden.⁴²

Wie in vielen anderen Kantonen, kandidierten auch im **Kanton Graubünden** deutlich mehr Personen bei den **Nationalratswahlen 2019** als noch vier Jahre zuvor. 100 Kandidierende auf 20 Listen bewarben sich dieses Jahr auf einen der fünf zu vergebenden Bündner Sitze. Der Frauenanteil unter den Kandidierenden betrug 35 Prozent.

Bei den Wahlen 2015 hatte die SVP auf Kosten der GLP einen zweiten Sitz gewonnen. EMS-Chefin Magdalena Martullo-Blocher schaffte damals neben dem kantonalen SVP-Parteipräsident Heinz Brand den Einzug in den Nationalrat. Die SP, die CVP und die BDP hatten je einen Sitz einnehmen können. Im Vorfeld der Wahlen 2019 war die spannendste Frage, ob die SVP ihre beiden Sitze verteidigen könne. Um dies zu schaffen, trat die Partei mit 5 Listen – darunter eine Liste Blocher und eine Liste Brand – jedoch ohne Listenverbindung mit anderen Parteien an. Die im Kanton Zürich wohnhafte Martullo-Blocher kandidierte somit erneut in Graubünden. Im Vorfeld war darüber spekuliert worden, ob sie womöglich in Zürich antreten würde. Dort hätte sie einen Sitz praktisch auf sicher gehabt, während sie im Kanton Graubünden um die Wiederwahl bangen musste. Die SVP schaffte ausserdem eine interne Sonderregelung ab, die besagt hatte, dass in allen Fällen die kandidierende Person mit den meisten Kandidatenstimmen gewählt sei, unabhängig von der Verteilung der Listenstimmen. Neu galt auch bei der SVP, dass die Person mit den meisten Kandidatenstimmen auf der Liste mit den meisten Listenstimmen gewählt wird. Wie schon vor vier Jahren, schlossen sich die FDP, CVP und BDP in einer Listenverbindung der Mitte-Parteien zusammen. Die FDP zielte nach ihrer historischen Schlappe vor acht Jahren auf die Rückeroberung eines Bündner Nationalratssitzes, den sie zwischen 1919 und 2011 ununterbrochen gehalten hatte. Dafür präsentierte die FDP eine Hauptliste ohne expliziten Spitzenkandidaten und bekam Unterstützung von der Jungparteienliste und zwei «Supporterlisten» mit bekannten Vertretern aus den Gemeinden und dem Gewerbe. Eine ganz andere Ausgangslage zeigte sich derweil bei der BDP: Nachdem sie schon 2015 rund sechs Prozentpunkte Wähleranteil verloren hatte, ruhten die Hoffnungen dieses Jahr fast ausschliesslich auf ihrem Spitzenkandidaten und bisherigen Nationalrat Duri Campell. Wie die BDP hatte auch die dritte Mitte-Partei im Bunde, die CVP, in Martin Candinas einen klaren Spitzenkandidaten. Die Christdemokraten sorgten im Wahlkampf mit ihrer Online-Kampagne für einen Aufreger. Auf einer Website wurden Politiker anderer Parteien für ihre Positionen und ihren Leistungsausweis kritisiert, darunter auch namhafte Politiker aus Parteien mit denen die CVP eine Listenverbindung eingegangen war, was der CVP einiges an Kritik einbrachte. Die GLP war erneut nicht in der Listenverbindung der Mitte-Parteien vertreten. Stattdessen entschied sie sich mit der SP und den Bündner Grünen (Verda), die nach ihrer Absenz bei den letzten eidgenössischen Wahlen wieder mit einer eigenen Liste antraten, zusammenzuspannen. Die GLP erhoffte sich dadurch, zum zweiten Mal nach 2011 einen Nationalrat stellen zu können. Der damals gewählte Josias Gasser trat dabei selber zur Wiederwahl an. Neu konnte auch die GLP auf die Unterstützung einer Jungparteienliste zählen. Die SP war die einzige Partei, welche einen Rücktritt zu verkraften hatte: die bisherige Nationalrätin Silva Semadeni zog sich nach drei Legislaturen im Nationalrat aus der nationalen Politik zurück. Dass der Bündner SP-Sitz trotzdem nie gefährdet schien, hing einerseits mit den guten Resultaten bei den kantonalen Wahlen im vergangenen Jahr zusammen. Andererseits hatte die SP auf ihrer mehrheitlich weiblichen Hauptliste mit Jon Pult, der auch für den Ständerat kandidierte, ein Zugpferd, so dass die Partei schon leise von einem zusätzlichen Sitz zu träumen anfang.

Der Wahlsonntag entwickelte sich zu einem Triumph für die Sozialdemokraten. Zwar büsste die SP leicht Wähleranteile ein (-0.5 Prozentpunkte; neu: 17.1%), doch vor allem dank dem guten Resultat der Verda, die aus dem Stand heraus 5.5 Prozent erzielte, eroberte die SP einen zweiten Sitz. Jon Pult und Sandra Locher Benguerel schafften so den Einzug in die grosse Kammer. Ebenfalls triumphieren konnten die Freisinnigen. Mit Anna Giacometti schaffte eine Vertreterin der FDP den erstrebten Wiedereinzug in den Nationalrat. Auf der überaus ausgeglichenen FDP-Hauptliste setzte sich Giacometti gut 100 Stimmen vor Andreas Züllig an die Spitze. Die CVP verteidigte ihren Sitz souverän. Martin Candinas wurde wiedergewählt und schrammte dank zahlreichen Panaschierstimmen nur knapp am besten Wahlresultat aller Kandidaten vorbei. Als einzige noch mehr Kandidatenstimmen bekam Magdalena Martullo-Blocher, die sogar ein noch besseres Resultat erzielte als vor vier Jahren. Für sie persönlich war es ein grosser Erfolg, nachdem im Vorfeld häufig ihre Abwahl prophezeit wurde. Ihre Partei, die SVP konnte ihren Wähleranteil zudem gar leicht ausbauen und ist mit 29.9 Prozent der Wählerstimmen weiterhin klar die stärkste Partei im Kanton. Trotzdem ging die SVP insgesamt eher mit negativen Gefühlen aus diesen Wahlen hervor, verlor sie doch ihren

zweiten Sitz. Der Alleingang bei den Listenverbindungen trug entscheidend dazu bei, dass die SVP es nicht schaffte, den Sitz in den eigenen Reihen zu halten. Heinz Brand, der im Falle einer Wiederwahl Nationalratspräsident 2021 geworden wäre, verlor sein Nationalratsmandat und kündigte daraufhin seinen baldigen Rückzug aus der Politik an. Ein eigentliches Desaster erlebte die BDP. Sie verlor 5.4 Prozentpunkte und wies neu nur noch einen Wähleranteil von 9.1 Prozent auf. Zudem verlor sie den Sitz von Duri Campell und war somit nicht mehr in Bern vertreten. Dies war auch ein herber Schlag für die BDP Schweiz, da die Kantonalsektion Graubünden aufgrund der BDP-Gründungsgeschichte als wichtiges Standbein galt. Auch für die GLP war der Wahlsonntag eher enttäuschend. Sie schaffte es ganz knapp nicht von der guten Ausgangslage der «Klimawahl» zu profitieren und verpasste den angestrebten Sitzgewinn. Nur knapp über 60 Stimmen fehlten am Schluss um, anstelle der SP, den zweiten Sitz der «Klima-Allianz» einzufahren. Da half es auch nicht dass GLP-Spitzenkandidat Josias Gasser von allen Kandidaten am drittmeisten Panaschierstimmen erhalten hatte. Somit waren drei der fünf Gewählten das erste Mal Teil der Bundesversammlung. Der Frauenanteil steigerte sich auf 60 Prozent. Die Zusammensetzung der Bündner Nationalräte lautete neu: 2 SP, 1 FDP, 1 CVP, 1 SVP. Die Stimmbeteiligung fiel gegenüber 2015 um 3.1 Prozentpunkte auf 42.9 Prozent.⁴³

WAHLEN
DATUM: 20.10.2019
ELIA HEER

Bei den **Ständeratswahlen 2019** im **Kanton Graubünden** traten die beiden Bisherigen Stefan Engler (CVP) als auch Martin Schmid, beide seit 2011 im Ständerat vertreten, wieder zur Wahl an. Anders als vor vier Jahren, als die beiden die einzigen Kandidaten waren und in einer faktisch stillen Wahl gewählt wurden, mangelte es den beiden Bisherigen in diesem Jahr nicht an Gegenkandidaten. Nachdem auch Magdalena Martullo-Blocher eine Kandidatur lange nicht explizit ausschloss, nominierte die SVP schlussendlich Valérie Favre Accola in einer ausserordentlichen Delegiertenversammlung einstimmig. Bei einer Wahl wäre sie gleichzeitig die erste Frau und die erste SVP-Vertreterin für Graubünden im Ständerat geworden. Dank guten Ergebnisse bei kantonalen Wahlen, ritt die Bündner SP auf einer Erfolgswelle. Deshalb galt ihr Ständeratskandidat Jon Pult als aussichtsreichster Herausforderer der beiden Bisherigen. Pult trat, ebenso wie Favre Accola, mit einer Doppelkandidatur zusätzlich auch bei den Nationalratswahlen an. Die Grünliberalen schickten Géraldine Danuser, aktuell Mitglied der Jungen Grünliberalen, ins Rennen. Das Kandidatenfeld wurde durch Timo Stammwitz (parteilos) komplettiert. So viele Herausforderer hatten die bisherigen Ständerate im Kanton Graubünden in der jüngeren Vergangenheit noch nie. Trotz dieser historischen Konkurrenz, schien die Bündner CVP-FDP-Standesstimme nie ernsthaft in Gefahr zu sein. Engler und Schmid traten an vielen Wahlkampfereignissen gemeinsam auf und betonten dabei stets ihre gute Zusammenarbeit.

Das Duo Engler und Schmid konnte sich wie erwartet schon am Wahlsonntag feiern lassen, denn beide wurden im ersten Wahlgang wiedergewählt. Das beste Resultat erzielte Stefan Engler, der mit 30'033 Stimmen problemlos das absolute Mehr von 23'778 erreichte. Dahinter landete Martin Schmid mit 26'629 Stimmen auf dem zweiten Rang. Die anderen Kandidierenden verpassten es die Favoriten in einen zweiten Wahlgang zu zwingen, geschweige denn ihnen ernsthaft gefährlich zu werden. Am ehesten gelang dies noch Jon Pult (15'230 Stimmen), der vor Valérie Favre Accola (10'093 Stimmen) und Géraldine Danuser (7'106 Stimmen) auf dem dritten Rang landete.⁴⁴

Ständeratsersatzwahlen

Die in **fünf Kantonen** durchgeführten **Erneuerungswahlen für den Ständerat** brachten **keine Veränderung der parteipolitischen Zusammensetzung** der kleinen Kammer. In Glarus, Graubünden und Nidwalden wurden die bisherigen Amtsinhaber oppositionslos für weitere vier Jahre bestätigt.

Umstritten war dagegen die Nachfolge des Obwaldner Ständerates Willy Hophan (cvp), der infolge einer Affäre (der Obwaldner Steuerverwaltung wurden von den eidg. Steuerbehörden mangelhafte Einschätzungsverfahren sowie ungesetzliche Steuervergünstigungen vorgeworfen, welche zu Steuerausfällen von gegen 22 Mio Fr. führten und den Bund zu aufsichtsrechtlichen Massnahmen veranlassten) um die ihm als Finanzdirektor unterstellte kantonale Steuerverwaltung auf eine erneute Kandidatur verzichtete. Mit ihrem Parteipräsidenten Niklaus Kuchler konnte die CVP-Obwalden das Ständeratsmandat zwar halten, doch unterlag der freisinnige Kampfkandidat an der

WAHLEN
DATUM: 16.03.1986
KATRIN HOLENSTEIN

Landsgemeinde nur sehr knapp.

Im Kanton Zug vermochte der Angriff von SP und Sozialistisch-Grüner Alternative auf die bürgerliche Vertretung im Ständerat das Wahlgeschehen zu beleben, hatte aber keinen Erfolg: Die Nachfolge des zurückgetretenen Othmar Andermatt (fdp) trat der freisinnige Regierungsrat Andreas Iten an; Markus Kündig (cvp) wurde in seinem Amt bestätigt.

Als neuer Vertreter des Kantons Jura zog Michel Flückiger (fdp) in den Ständerat; er rückte für seinen in die Kantonsregierung gewählten Parteikollegen Gaston Brahier nach.

Personelle Veränderungen ergaben sich auch im Nationalrat. Paul Rechsteiner (sp, SG) und Lukas Fierz (gp, BE) ersetzten Hans Rohrer (sp, SG) bzw. Leni Robert (gp, BE), die nach ihrer Wahl in die Kantonsregierung ihr NR-Mandat zur Verfügung stellten. Für den verstorbenen Hans Frei (cvp, TG) rückte Margrit Camenzind als erste Thurgauerin in den NR nach. Der in den BR gewählte Flavio Cotti wurde durch Giovanni Baggi (cvp, TI) ersetzt. Im Kanton AI, der seinen einzigen NR nach dem Majorzsystem bestellt, musste dagegen eine Ersatzwahl für den neu in den BR gewählten Arnold Koller (cvp) durchgeführt werden. In einer Kampfwahl wurde der von der «Gruppe für Innerrhoden» aufgestellte Rolf Engler gewählt, der sich der CVP-Fraktion anschloss.⁴⁵

WAHLEN

DATUM: 23.09.1990
MATTHIAS RINDERKNECHT

Im Kanton Graubünden wurden sowohl der seit 1980 in der kleinen Kammer sitzende **Ulrich Gadiant (svp)** als auch der amtierende Ständeratspräsident **Luregn Mathias Cavelti (cvp)**, der seit bald 20 Jahren dem eidgenössischen Parlament angehört, bestätigt.⁴⁶

WAHLEN

DATUM: 16.10.1994
EVA MÜLLER

Bei den Ständeratswahlen im Kanton Graubünden stiegen vier Parteien ins Rennen. Während die SVP den Sitz des zurücktretenden Ulrich Gadiant mit **Christoffel Brändli** bereits im ersten Wahlgang erfolgreich verteidigte, musste die CVP darum zittern, nach 95 Jahren keinen Ständerat mehr stellen zu dürfen. Der CVP-Kandidat **Theo Maissen** erreichte das absolute Mehr nicht, konnte sich aber vor dem SP-Kandidaten Nationalrat Andrea Hämmerle und dem FDP-Kandidaten Johannes Flury plazieren. Im zweiten Wahlgang schlug Theo Maissen Andrea Hämmerle dann klar mit einem Vorsprung von fast 8'000 Stimmen. Er ersetzte Luregn Mathias Cavelti.⁴⁷

WAHLEN

DATUM: 27.09.1998
URS BEER

Keine Überraschungen brachten die Bündner Ständeratswahlen vom 27. September: die beiden Bisherigen **Christoffel Brändli (svp)** und **Theo Maissen (cvp)** wurden mühelos wieder bestätigt. Seit 1936 teilen sich SVP und CVP die beiden Ständeratssitze. Das bürgerliche Duo, das unter dem Motto "Gemeinsam für Graubünden" angetreten war, schaffte das absolute Mehr und liess der sozialdemokratischen Mitbewerberin, Nationalrätin Silva Semadeni, keine Chance.⁴⁸

WAHLEN

DATUM: 22.09.2002
MAGDALENA BERNATH

Am 22. September **bestätigten die Bündner Wahlberechtigten** die beiden seit Anfang 1995 amtierenden Ständesvertreter **Christoffel Brändli (svp)** und **Theo Maissen (cvp)**. Trotz eines engagierten Wahlkampfes blieb Gewerkschaftssekretär und SP-Kantonalpräsident Peter Peyer ohne Chancen, da sich die Bürgerlichen gegenseitig unterstützten.⁴⁹

Parteien, Verbände und Interessengruppen

Parteien

Grosse Parteien

WAHLEN
DATUM: 31.12.2014
MARC BÜHLMANN

Bei den **kantonalen Parlamentswahlen** 2014 konnte die **FDP** die massiven Verluste vom Vorjahr etwas bremsen. Zwar verlor der Freisinn per Saldo acht Sitze, in den Kantonen Bern, Glarus und Obwalden konnte er seine Mandatszahl aber halten. In Bern überholte die FDP mit einem leichten Wählerzuwachs gar die BDP und wurde zweitstärkste Kraft hinter der SVP. Auch in Glarus konnte der zweite Platz hinter der Volkspartei verteidigt werden. Im Kanton Graubünden verlor die FDP zwar vier Sitze, die vor allem an die SVP gingen, konnte ihre Vorrangstellung aber halten. In den Kantonen Nidwalden und Zug schliesslich mussten die Freisinnigen je zwei Mandate abgeben. Trotz der Sitzverluste blieb die FDP gesamthaft zweitstärkste Legislativkraft über alle Kantone betrachtet – auch hier hinter der SVP. Mehr als jeder fünfte der total 2'559 Parlamentssitze (ohne AI) ist ein FDP-Mandat (20,4%).

WAHLEN
DATUM: 31.12.2014
MARC BÜHLMANN

Die Regierungsmandate der **FDP** konnten im Berichtsjahr bei den sechs kantonalen **Gesamterneuerungswahlen für die Exekutive** konsolidiert werden. In den drei Kantonen (GL, NW, OW), in denen jeweils ein FDP-Regierungsmitglied zurücktrat, konnten die Sitze ohne Probleme verteidigt werden. Auch alle Bisherigen wurden, teilweise bravourös, bestätigt. Damit konnte die Baisse vom Vorjahr, als der Freisinn gleich fünf Exekutivmandate abgeben musste, vergessen gemacht werden. Mit 42 der insgesamt 156 kantonalen Exekutivsitze blieb denn die FDP auch 2014 die stärkste kantonale Regierungskraft knapp vor der CVP, die Ende 2014 total 39 Sitze hielt. Nur in den Kantonen Wallis und Appenzell Innerrhoden waren die Freisinnigen nicht in der Regierung vertreten.

WAHLEN
DATUM: 31.12.2014
MARC BÜHLMANN

Per Saldo konnte die **SP** in den sechs im Berichtsjahr stattfindenden kantonalen **Parlamentswahlen** um einen Sitz zulegen. Im Kanton Bern mussten trotz leichtem Wählerzuwachs zwei und in den Kantonen Glarus und Zug je ein Sitz abgegeben werden. Dafür hatten die Genossen in Nidwalden und in Graubünden etwas zu feiern. Im Kanton Graubünden konnten drei Sitze gewonnen werden und im Kanton Nidwalden wurde nicht nur der Wähleranteil verdoppelt, sondern auch die Sitzzahl verdreifacht. Die Sozialdemokraten haben im Innerschweizer Kanton neu drei Sitze inne. Im Kanton Obwalden, wo die SP ebenfalls traditionell schwach ist, konnten die sechs bisherigen Mandate gehalten werden. Neu sassen auf 453 der total 2'559 kantonalen Parlamentssitze (ohne AI) Sozialdemokratinnen und Sozialdemokraten, was einem Anteil von 17,7% entspricht. Damit liegt die SP praktisch gleichauf mit der CVP, die Ende des Berichtsjahrs über 454 Sitze verfügte, aber hinter der SVP (573 Mandate) und der FDP (521 Mandate).

WAHLEN
DATUM: 31.12.2014
MARC BÜHLMANN

Die **SP** war die einzige Partei, die bei den 2014 in sechs Kantonen stattfindenden regulären **Regierungswahlen** einen Verlust hinnehmen musste: Der Regierungsrat des Kantons Glarus ist nach der Abwahl der SP-Vertreterin Christine Bickel rein bürgerlich besetzt. Immerhin konnten sich die Genossen mit der Verteidigung der links-grünen Mehrheit im Kanton Bern etwas trösten, alle drei SP-Regierungsmitglieder wurden wiedergewählt. Auch in Graubünden konnten die Sozialdemokraten ihren Regierungssitz verteidigen. Allerdings scheiterten die Genossen in Zug mit ihrem Angriff auf das vor acht Jahren verlorene Exekutivmandat. Die SP hält damit Ende 2014 noch rund jedes fünfte Regierungsmandat (20,5%). Damit ist sie die drittstärkste Regierungskraft in den Kantonen – hinter der FDP (26,9%) und der CVP (25%), aber noch vor der SVP (14,1%). Total hielten die Sozialdemokraten Ende Jahr 32 der total 156 kantonalen Exekutivmandate.

WAHLEN

DATUM: 31.12.2014
MARC BÜHLMANN

Konservative und Rechte Parteien

In allen drei Stammländern der **BDP** (GL, GR, BE) fanden im Berichtsjahr **kantonale Wahlen** statt – laut Parteipräsident Martin Landolt zum ersten Mal unter normalen Vorzeichen. Die Resultate dieser Wahlen waren überaus gemischt. Eine veritable Schlappe musste die junge Partei im Kanton Bern einstecken, wo ihr nicht weniger als elf Sitze und fast fünf Prozentpunkte an Wählerstärke verlustig gingen (neu: 14 Sitze und 11,2%). Die Befürchtungen, dass sich die Niederlage auch in den Kantonen Graubünden und Glarus wiederholen könnte, bewahrheiteten sich dann allerdings nicht. In Glarus verlor die BDP zwar einen Sitz (neu: 9 Sitze), konnte sich aber als drittstärkste Partei (hinter der SVP und der FDP) halten. In Graubünden konnten die Bürgerlich-Demokraten gar um einen Sitz zulegen. Insgesamt verfügte die BDP Ende 2014 in zehn Kantonen noch über 77 Legislativsitze. In Glarus, Graubünden und Bern verteidigte die BDP zudem ihre insgesamt vier Regierungssitze relativ souverän. Kein Erfolg war der Partei bei der Ständeratersatzwahl im Kanton Glarus beschieden. Zwar war sie dort mit ihrem Parteipräsidenten Martin Landolt angetreten, dieser hatte aber gegen Thomas Hefti (fdp), der mehr als doppelt so viele Stimmen holte, letztlich keine Chance.⁵⁰

- 1) SGT, 29.1.80 und 23.4.80; Vat., 8.2.80, 29.4.80 und 29.9.80; NZZ, 11.2.80; LNN, 21.4.80, 28.4.80 und 24.9.80.
- 2) Elections cantonales et communales 2018
- 3) Résumé élections cantonales et communales 2022
- 4) Presse des 4 et 18.5.81.
- 5) NZZ, 2.5.83.
- 6) NZZ, 2.5.85, 6.5.85, 7.5.85; Vat., 6.5.85, 13.5.85; CdT, 13.5.85.
- 7) BÜZ, 16.4., 18.4., 23.4., 25.4., 27., 30.4., 1.5., 4.5., 5.5. und 25.5.87; TA, 29.4. und 5.5.87; SZ, 2.5.87; BÜZ und CdT, 18.5.87; NZZ, 29.5.87.
- 8) BÜZ, 1.5.-3.5. und 6.5.91; NZZ, 3.5.91.
- 9) Presse vom 2.5.94.
- 10) Presse vom 5.5.97; BÜZ, 6.5.97; Presse vom 26.5.97
- 11) BÜZ, 14.2.-5.5.00; NZZ, 3.5.00; Bund, 4.5.00; Presse vom 8.5.00
- 12) BÜZ, 4.-26.4.03; Presse vom 5.5.03; BÜZ, 6.5. und 19.5.03.
- 13) BÜZ, 9.1., 3.2., 1.4. und 19.4.06; BÜZ und TA, 22.5.06; BÜZ, 27.5.06.
- 14) SoS, 12.3., 9.4.10; Presse vom 3.3.-10.6.10; SoS, 5.7.10.; Presse vom 14.6.10
- 15) Kantonale Parlamentswahlen 2014; SoZ, 25.5.14
- 16) SGR, 21.2.14; SGR, 31.3.14; SGR, 1.4., 2.4., 3.4., 4.4., 5.4.14; SOGR, 13.4.14; SGR, 16.4.14; SGR, 1.5.14; SOGR, 4.5.14; SGR, 6.5., 12.5.14; NZZ, 14.5.14; LZ, SGR, 19.5.14; SGR, 20.5.14; SGR, 3.6., 16.6., 19.6.14; NZZ, SGR, 7.7.14; SGR, 8.7.14
- 17) SGR, 14.2., 21.2., 19.3.18; SGR, 7.4.18; SGR, 10.4., 22.5.18; NZZ, 1.6.18; SGR, 2.6.18; SGR, SGT, 11.6.18; SGR, 19.6.18; AVF, 4.7.18
- 18) Medienmitteilung Kanton Graubünden vom 22.9.22; SGR, 14.6.21, 15.1., 23.2., 4.3., 9.3., 15.3.22; SGR, 19.3.22; SGR, 5.4., 13.4., 14.4.22; SGR, 16.4.22; SGR, 30.4., 7.5.22; AZ, SGR, TA, 16.5.22; SGR, 17.5., 18.5.22
- 19) NZZ, 30.3.78, 21.4.78; BaZ, 3.4.78, 4.4.78, 24.4.78.
- 20) SGT, 1.4.82; TA, 1.4.82, 5.4.82, 23.4.82, 26.4.82; NZZ, 2.4.82, 26.4.82.
- 21) TA, 3.4.86, 23.4.86, 6.12.85; SGT, 19.3.86; NZZ, 1.4.86; Presse vom 7. und 28.4.86.
- 22) BÜZ, 2.3.-8.3., 12.3., 2.4. und 26.6.90; NZZ, 12.3. und 2.4.90.
- 23) Presse vom 21.2. und 14.3.1994.
- 24) BÜZ, 29.1. und 30.1.98; Presse vom 16.3.98; NZZ, 2.4.98.15; Presse vom 6.4.98
- 25) BÜZ, 16.1.-16.2.02; Presse vom 4.3.02; BÜZ, 5.3. und 13.-20.3.02; Presse vom 25.3.02
- 26) BÜZ, 25.2.-10.5.06; NZZ, 18.5.06; BÜZ und NZZ, 22.5.06; BÜZ, 23.5.06.
- 27) TA, 29.1.10; SoS, 8.2. und 6.4.10; WOZ, 10.6.10; Presse vom 13.1.-11.6.10; Presse vom 14.6.10; SoS, 16.6.10
- 28) NZZ, SGR, 7.1.14; SGR, 8.1.14; SOGR, 12.1.14; SGR, 22.1., 25.1., 11.2., 17.2.14; SGR, 21.2.14; SGR, 8.3., 14.3., 15.3., 22.3., 29.3., 1.4., 5.4., 12.4., 19.4., 28.4.14; SGR, 29.4.14; SGR, 2.5.14; SGR, 3.5.14; SOGR, 4.5.14; NZZ, 14.5.14; Blick, SGR, 19.5.14; SGR, 20.5.14
- 29) SGR, 6.12.17, 27.4.18; NZZ, SGR, 28.4.18; SGR, 30.4., 1.5.18; SGR, 8.5.18; AZ, NZZ, SGR, 9.5.18; SGR, 15.5., 18.5.18; AVF, 23.5.18; SGR, 6.6.18; NZZ, SGR, TA, 11.6.18; NZZ, 16.6.18
- 30) SGR, 7.10., 8.10., 9.10., 15.10., 26.10., 29.11.21, 3.3., 10.3., 14.3., 24.3., 28.3., 14.4., 16.4., 20.4., 27.4., 7.5.22; NZZ, 10.5.22; SGR, 16.5.22; SGR, 17.5.22
- 31) BÜZ, 14.5.-25.6. und 5.-23.9.04; Presse vom 27.9.04.
- 32) BÜZ, 4.1., 11.1., 21.1. und 18.3.08; AZ, 12.1.08; NZZ, 26.1.08; TA, 27.3.08; Presse vom 31.3.08.
- 33) SoS, 30.1.12.
- 34) NZZ, 25.1.82, 3.3.82, 5.3.82, 8.3.82; Vat., 26.2.82, 26.4.8, 1.9.82, 6.9.82, 13.9.82, 14.9.82, 15.11.82; SGT, 3.3.82; TA, 5.3.82, 26.4.82; BZ, 16.3.82; LNN, 16.3.82, 20.3.82, 8.4.82, 22.4.82, 30.4.82, 6.9.82, 11.9.82, 13.9.82, 6.11.82; Ww, 14.4.82; Presse vom 26. und 27.4.82; BaZ, 28.4.82; Woche, 30.4.82, 9.9.82.
- 35) LNN, 22.10.91.
- 36) NZZ, 25.10. und 26.10.99; Lit. Seitz, Die Nationalratswahlen 1999.
- 37) FF, 2003, p. 6930 s.; BÜZ, 28.8 et 20.10.03.
- 38) BBl, 2007, S. 8158 ff.; NZZ, 22.10.07.
- 39) SoS, 22.1.11; SoS und TA, 12.10.11; Presse vom 24.10.11; www.gr.ch; Bundeskanzlei (www.parlament.ch); BFS (www.politik-stat.ch).
- 40) BBl, 2011, S. 8267 ff.; SoS, 21.1., 17.3., 21.4., 25.5., 22.7., 26.8., 1.9., 7.9. und 9.9.11; NZZ, 13.9.11; SoS, 14.9.11; TA, 13.10.11; NZZ, 14.10.11; SoS, 22.10.11; Presse vom 24.10.11; www.gr.ch; Bundeskanzlei (www.parlament.ch); BFS (BFS.admin.ch); www.politik-stat.ch); Lit. BFS.
- 41) SGR, 21.4.15; SGR, 22.4.15; SO, 10.5.15; SOGR, 17.5.15; SGR, 8.6.15; NZZ, 15.7.15; SGR, 5.8., 7.8., 3.9., 2.10., 19.10.15
- 42) SGR, 11.7.15; NZZ, 15.7.15; SGR, 3.9., 19.10.15
- 43) TA, 10.1.19; SGT, 12.1.19; SGR, 15.1., 14.2., 28.2., 16.3.19; SGR, 20.4.19; SGR, 4.5.19; SGR, 10.5., 16.5., 22.5.19; BaZ, SGR, 18.6.19; SGR, 6.8., 10.8., 29.8., 7.9., 10.9., 16.9., 17.9., 18.9., 19.9., 20.9., 23.9., 25.9., 26.9., 27.9., 30.9., 21.10.19
- 44) SGT, 12.1.19; SGR, 15.1., 14.2., 20.4., 4.5., 29.5.19; SGR, 14.8.19; SGR, 15.8., 22.8., 5.9., 13.9., 21.10.19
- 45) AB NR, 1986, S. 247 ff.; Presse vom 17.3.86, vom 24.3.86, vom 27.3.86, vom 3. - 12.4.86, vom 16.4.86, vom 28.4.86 sowie vom 11.6.86; Vat., 7.4.86, 28.4.86, 3.9.86, 10.10.86, 13.10.86, 10.11.86, 23.11.85; SGT, 16.4.86, 20.5.86, 28.5.86; WoZ, 18.4.86; Bund, 13.5.86; LNN, 3.9.86, 10.10.86, 13.10.86; 24 Heures, 13.11.86; NZZ, 11.12.86; TA, 29.1.87, 9.2.87.
- 46) BÜZ, 12.9. und 24.9.90.
- 47) Presse vom 26.9. und 17.10.94.25
- 48) Presse vom 28.9.98.26
- 49) BÜZ, 5.6., 21.6. und 3.8.-9.9.02; BÜZ und NZZ, 23.9.02.

50) AZ, 9.1.14; Blick, 13.1.14